USAID DU PEUPLE AMERICAIN

Clingendael Institute

ICCT International Centre for Counter-Terrorism

Acteurs coutumiers dans un contexte singulier

Le cas de la région de Tillabéri au Niger

USAID Résilience coutumière

Rida Lyammouri

Acteurs coutumiers dans un contexte singulier

Le cas de Tillabéri

Rida Lyammouri

USAID Résilience coutumière
Décembre 2021

Cette étude a été réalisé grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu relève de la responsabilité de l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael et du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Décembre 2021

© Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael' and The International Centre for Counter-Terrorism (ICCT)

Photo de couverture : Filles peules dans une école à Makalondi (région de Tillabéri, près de la frontière burkinabè) Niger. © Flickr/Kelley S Lynch

L'utilisation non autorisée de tout élément figurant sur le site Internet constitue une violation du droit d'auteur, du droit des marques de commerce et/ou d'autres lois. Si un utilisateur télécharge à des fins personnelles ou non commerciales des éléments du site Internet ou de toute autre source ayant un lien avec L'Institut Néerlandais des Relations Internationales 'Clingendael', ou l'Institut Clingendael ou le Centre International de Lutte contre le Terrorism (ICCT), cet utilisateur doit veiller à conserver tous les avis concernant le droit d'auteur, les marques de commerce, ainsi que les avis équivalents contenus dans les éléments d'origine ou toute reproduction de ces éléments.

Les éléments figurant sur le site Internet de l'Institut Clingendael ou de l'ICCT peuvent être reproduits ou montrés en public, distribués ou utilisés à des fins publiques et non commerciales, à la condition expresse que l'Institut Clingendael et l'ICCT soient cités comme en étant la source.

Une autorisation est requise pour toute utilisation du logo de l'Institut Clingendael et de l'ICCT. Celle-ci peut être obtenue sur demande auprès du bureau de communication de l'Institut Clingendael (press@clingendael.org) ou de l'ICCT (info@icct.nl).

L'Institut Clingendael et l'ICCT interdisent catégoriquement les activités de jonction avec leurs sites Internet décrites ci-après, car elles peuvent constituer des violations du droit d'auteur ou du droit des marques de commerce : les liens qui utiliseraient notre logo sans notre autorisation, l'encadrement de notre site Internet, les liens intégrés ou les méta-balises, de même que les hyperliens ou toute forme de lien qui camouflerait l'URL.

À propos de l'auteur

Rida Lyammouri est *Associate Fellow* à l'Institut Clingendael et *Senior Fellow* au Policy Center for the New South (PCNS). Il travaille depuis plus de dix ans sur la région du Sahel en Afrique de l'Ouest. Ses activités de recherche portent sur l'analyse et la prévention des conflits, la lutte contre l'extrémisme violent et l'analyse politico-économique.

ICCT Réseaux Sociaux

@ICCT_TheHague
ICCT – The Hague
ICCT – The Hague

Clingendael Réseaux sociaux

@clingendaelorg
The Clingendael Institute
The Clingendael Institute

Contents

Remerciements **1**

Description du projet **1**

Liste des abréviations **2**

1 Introduction **3**

2 Tillabéri : principaux défis et menaces **5**

2.1 La dimension de la gouvernance 5
2.2 Dynamiques violentes et montée en puissance des acteurs armés non étatiques 6

3 Mécanismes de résilience au niveau communautaire **11**

3.1 Chocs externes et réponses autonomes 11
3.2 Absence de participation des autorités traditionnelles à la résolution des conflits au niveau communautaire 15
3.3 Mécanismes de résilience contre l'extrémisme violent 18
3.4 Communication et collaboration entre les communautés locales et les forces de sécurité 22

4 Contributions des autorités traditionnelles à la résilience des communautés contre l'extrémisme violent **24**

4.1 Rôles des autorités traditionnelles au sein des structures politiques locales 24
4.2 Rôles dans la résolution des conflits 25
4.3 Rôles dans la gestion des ressources 29
4.4 Rôles dans le maintien de la sécurité 31

5 Évaluer les conditions des contributions positives et négatives à la résilience communautaire contre l'extrémisme violent **37**

5.1 Contribuer à la cohésion sociale 37
5.2 Politisation et liens avec les ONG 41
5.3 Impact des relations avec les femmes et les jeunes 44

6 Implications pour la programmation **47**

Recommandations 48

Remerciements

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien généreux du peuple américain par le biais du Département d'État des États-Unis et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu relève de la responsabilité de l'Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael et du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis. Nous tenons à remercier Abdourahmane Idrissa pour sa révision de ce chapitre régional.

Description du projet

Ce rapport fait partie de l'étude financée par l'USAID *Acteurs coutumiers dans un contexte singulier : La résilience des autorités traditionnelles et religieuses face à l'extrémisme violent au Mali, au Niger et au Burkina Faso*. Les données présentées dans ce chapitre sont basées sur les 1437 enquêtes et 656 entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (EIC) menés dans les régions de Gao et Ménaka (Mali), de Tillabéri (Niger), et du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel (Burkina Faso) entre octobre 2020 et avril 2021. Notre tableau de bord interactif présentant les principaux résultats, y compris les liens vers le rapport de synthèse et quatre autres rapports régionaux, se trouve ici: https://www.clingendael.org/publication/customary-legitimacy.

Liste des abréviations

ACLED	Données sur les lieux et les événements des conflits armés
COFO	Commissions foncières
COFOB	Commissions foncières de base
COFOCOM	Commissions foncières communales
COFODEP	Commissions foncières départementales
EIC	Entretiens avec des informateurs clés
EIGS	État islamique au Grand Sahara
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
ISWAP	État islamique en Afrique de l'Ouest
JNIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (*Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin*)
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée interne

1 Introduction

De toutes les régions incluses dans cette série de rapports, Tillabéri est celle qui détient les meilleurs résultats en ce qui concerne la résilience générale de la communauté et le fonctionnement des autorités traditionnelles et religieuses.[1] La région n'est pas aussi exposée aux chocs que l'Est (Burkina Faso) et Ménaka (Mali) et sa capacité à se remettre des chocs est élevée par rapport aux autres régions.[2] La confiance en les autorités traditionnelles et religieuses est comparativement élevée, tout comme l'égalité de traitement des différents sous-groupes de la société. L'efficacité des mécanismes relatifs à la résolution des conflits et à la sécurité des autorités traditionnelles et religieuses est également relativement élevée. Ainsi, on peut se demander pourquoi ces autorités font un si bon travail dans la région de Tillabéri et quelles sont les principales leçons à tirer pour les autres régions du Sahel.

Afin de répondre à cette question, ce rapport examine de manière approfondie les données collectées dans cinq communes de Tillabéri.[3] Les municipalités concernées sont Abala, Ayerou, Bankilaré, Gothèye et Say. Abala, Ayerou et Bankilaré ont été sélectionnées comme des municipalités menacées par l'extrémisme violent. Gothèye et Say sont situées dans des zones plus sûres. Toutes les municipalités abritent un certain nombre d'ethnies. Abala est une municipalité à majorité haoussa (avec des minorités peules, touaregs, zarmas et arabes). Bankilaré et Say sont des communes à majorité peule, la première ayant également des minorités songhays et peules et la seconde des minorités songhay-zarmas et gourmantchés. Gothèye est une commune à majorité songhay et Ayerou abrite une population majoritairement songhay avec de fortes minorités de Touaregs, de Peuls, quelques Haoussas et même des migrants yoruba.[4]

1 Molenaar, F. Demuynck, M. and de Bruijne, Kars. 2021. *Acteurs coutumiers dans un contexte singulier : La résilience des autorités traditionnelles et religieuses face à l'extrémisme violent au Mali, au Niger et au Burkina Faso*, Clingendael Institute Conflict Research Unit (CRU) and the International Centre for Counter-Terrorism (ICCT).

2 Bien que les répondants comptent sur leurs amis et leurs propres efforts pour se remettre des chocs, c'est la seule région où l'acceptation d'un travail supplémentaire est une stratégie de récupération dominante qui n'entame pas le capital des ménages.

3 Pour le chapitre méthodologique de cette étude, veuillez consulter de Bruijne, K. 2021. Méthodologie de l'étude « Acteurs coutumiers dans un contexte singulier ». The Hague: Clingendael Institute.

4 Une ethnie du Golfe de Guinée.

Ce rapport, qui examine en profondeur les spécificités des données que nous avons collectées à Tillabéri, montre que – en dépit du fait qu'elle se porte relativement bien – tout n'est pas nécessairement pour le mieux à Tillabéri. Historiquement, les autorités traditionnelles ont joué un rôle important en matière de médiation des conflits, de gestion des ressources naturelles, de promotion des valeurs communautaires communes, tout comme ils ont servi d'interlocuteurs entre l'État et les populations locales. Ces autorités traditionnelles ont donc été considérées comme apportant une contribution primordiale au maintien de la paix au sein des communautés d'ethnies et de positions sociales différentes les unes des autres. Pourtant, avec la présence persistante de groupes extrémistes violents affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique et la prolifération d'acteurs non étatiques armés qui cherchent à combler les lacunes sécuritaires grandissantes qui ont déjà submergé l'État, les autorités traditionnelles voguent dans un contexte qui met en péril leur pouvoir et leur influence. Ce rapport identifie un certain nombre d'implications clés pour la programmation qui pourrait être utilisées afin d'aborder ces questions.

2 Tillabéri : principaux défis et menaces

La situation géographique du Niger au sein du Sahel ouest-africain et le long des frontières du Maghreb en Afrique du Nord en fait une route de transit où les mouvements des personnes et des marchandises sont très intenses. La position du Niger le long de ces frontières rend ce pays également vulnérable aux impacts des conflits liés à l'extrémisme violent au niveau de ses frontières. Au nord, le Niger a été soumis à la violence du conflit qui dure depuis dix ans en Libye. Au sud et à l'est, il s'est empêtré dans la lutte pour éradiquer le groupe extrémiste violent "Boko Haram", en plus du groupe dissident de Boko Haram, connu sous le nom d'État islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State West African Province*, ISWAP), qui a réussi à se répandre dans le nord-est du Nigeria et dans les autres pays du bassin du lac Tchad, à savoir le Cameroun, le Tchad et le Niger. À l'ouest, un vaste réseau de groupes armés et d'organisations extrémistes violentes, cherchent à saper le gouvernement malien et à exercer un contrôle sur les populations locales. Les groupes terroristes se sont répandus sur de vastes étendues du Mali et dans les pays voisins, notamment au Burkina Faso et au Niger, et parfois dans des pays côtiers comme la Côte d'Ivoire et le Bénin.

2.1 La dimension de la gouvernance

Alors que la stabilité politique du Niger est susceptible d'être menacée par des tentatives de coup d'État, comme cela a été le cas en mars 2021, le bilan récent à cet égard est moins préoccupant que dans les pays voisins.[5] En conséquence, le Niger est devenu un pays clé dans les efforts régionaux et internationaux visant à endiguer la propagation de nouveaux défis liés aux conflits – des défis qui accablent des populations déjà vulnérables aux impacts des crises environnementales et économiques.

La faiblesse des structures de gouvernance, tant au Niger que dans les pays voisins, s'ajoute à ces défis sécuritaires. Dans les zones frontalières touchées par l'insécurité transfrontalière, notamment dans la région de Diffa (zone du lac Tchad), de

5 Mamane, D. and Larson, K. "Niger government confirms military coup attempt thwarted," AP news, March 31, 2021.

Tillabéri et dans les parties nord de la région de Tahoua, les forces de sécurité nationales ont traditionnellement une empreinte très légère et les autres services gouvernementaux sont quasiment absents. Cette présence éparse a occasionné des lacunes dans l'administration et l'Etat de droit et a offert, dans le contexte actuel, des opportunités pour les acteurs non étatiques de s'engager dans des activités de gouvernance informelles ou armées.

Historiquement, les autorités traditionnelles ont été formalisées au sein de l'administration de l'État et ont contribué à combler ces lacunes.[6] Cependant, l'augmentation du nombre d'organisations extrémistes violentes et de groupes armés traversant les frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso a entraîné des menaces physiques et structurelles pour ces autorités traditionnelles. Une grande partie de cette stratégie s'articule autour de l'intimidation des autorités traditionnelles afin d'affaiblir davantage la présence de l'État dans ces zones reculées.[7] Ce ciblage ne fait pas de discrimination en termes d'ethnicité, et les chefs d'origine peule, songhay-zarma, arabe et touareg sont menacés, voire assassinés.[8] La présence des organisations extrémistes violentes nuit donc à la capacité des autorités traditionnelles à remplir leur rôle de stabilisateurs des communautés.

2.2 Dynamiques violentes et montée en puissance des acteurs armés non étatiques

La situation sécuritaire dans la région s'est progressivement dégradée depuis 2013. La guerre au nord du Mali qui opposait initialement une coalition de rebelles touaregs et de militants djihadistes à la malheureuse intervention de l'armée malienne s'est transformée, cette année-là, en un conflit dans lequel les Français sont intervenus à travers l'opération Serval. Au fur et à mesure de l'évolution de la guerre, notamment avec l'extension de la zone de conflit au nord-est du Burkina, des organisations djihadistes ont commencé à s'implanter fortement dans les districts de la région de Tillabéri qui sont attenants au Mali et au Burkina, par effet d'entraînement.

6 Molenaar, F. Tossell, J. Schmauder, A. Idrissa, R. and Lyammouri, R. 2019. The Status Quo Defied The legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger and Libya. CRU report, The Hague: Clingendael Institute.

7 *Ibid*: 72.

8 *Ibid*: 72.

Alors que le Niger s'enlise de plus en plus dans des cycles de violence qui s'intensifient, des conditions de gouvernance qui se détériorent et des problèmes environnementaux qui s'accentuent, une région du pays en particulier est de plus en plus confrontée à des niveaux de violence favorisant l'insécurité endémique et les déplacements de population. Tillabéri, située le long des frontières du Burkina Faso et du Mali, a été impactée par les activités des organisations extrémistes violentes et des groupes armés depuis au moins le début des soulèvements de 2012 dans le nord du Mali. C'est le cas notamment dans ses districts du nord et de l'ouest, ceux qui ont des frontières avec les deux pays voisins – tandis que les districts du sud-est sont comparativement paisibles. Le nord de Tillabéri – en particulier les départements d'Ayerou et d'Abala où nous avons mené des recherches – a des liens sociaux et économiques forts avec les régions de Gao et de Ménaka au Mali, qui sont des zones où la présence des groupes extrémistes violents est importante.[9]

Les militants de ces groupes, dont l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (*Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin,* JNIM), affilié à Al-Qaïda, se déplacent librement à travers la frontière entre le Mali et le Niger. Ils recrutent des membres à travers la frontière et s'efforcent d'étendre leur influence en vue, à terme, d'exercer un contrôle territorial. Dans le nord du Tillabéri, les militants ont d'abord exploité les tensions courantes dans la zone agropastorale du Sahel – les franges nord de la zone écologique connue sous le nom de Sahel – entre les éleveurs et les agriculteurs, ainsi qu'entre les éleveurs de différentes ethnies (en l'occurrence les Touaregs et les Peuls) pour prendre pied. Mais leur recrutement dépasse désormais les frontières ethniques et communautaires.

Outre les violences liées aux organisations extrémistes violentes, les deux dernières années ont connu des niveaux élevés de violences à caractère ethnique. Alors que la violence intercommunautaire entre les communautés d'éleveurs était déjà répandue en 2017 dans les zones frontalières entre le Mali et le Niger, elle s'est accélérée en 2018 après que le Niger ait confié la sécurité le long de sa frontière avec le Mali à des groupes maliens signataires et alliés de Barkhane, à savoir le Groupe d'autodéfense touraeg Imghad et alliés (GATIA) et le Mouvement pour le

9 Nations unies, Conseil de sécurité, "Militants Continue to Stage Deadly Attacks as Insecurity Expands into Previously 'Safe' Zones in West Africa, Sahel, Top Official Tells Security Council", Communiqué de presse SC/14406 du 11 janvier 2021.

salut de l'Azawad (MSA). En conséquence, la région a été le théâtre d'exécutions extrajudiciaires et d'enlèvements perpétrés par des groupes à dominante touareg à l'encontre de communautés peules, sous prétexte de lutte contre le terrorisme.[10]

Ces attaques ont occasionné des représailles ayant conduit à une escalade du conflit, teintée d'inquiétantes querelles ethniques. En outre, les couches sociales mécontentes de certaines communautés – les Touaregs de caste inférieure en particulier – ont pris parti pour les djihadistes, car elles pensaient que l'État était du côté des échelons supérieurs de leur communauté. Dans ce contexte, démêler les sources de la violence – djihadisme, rivalité ethnique, problèmes sociopolitiques, banditisme – n'est pas une tâche aisée. Mais les effets sont désastreux, notamment les massacres de masse infligés aux communautés ayant tenté de se défendre face à l'incapacité de l'État à les protéger.

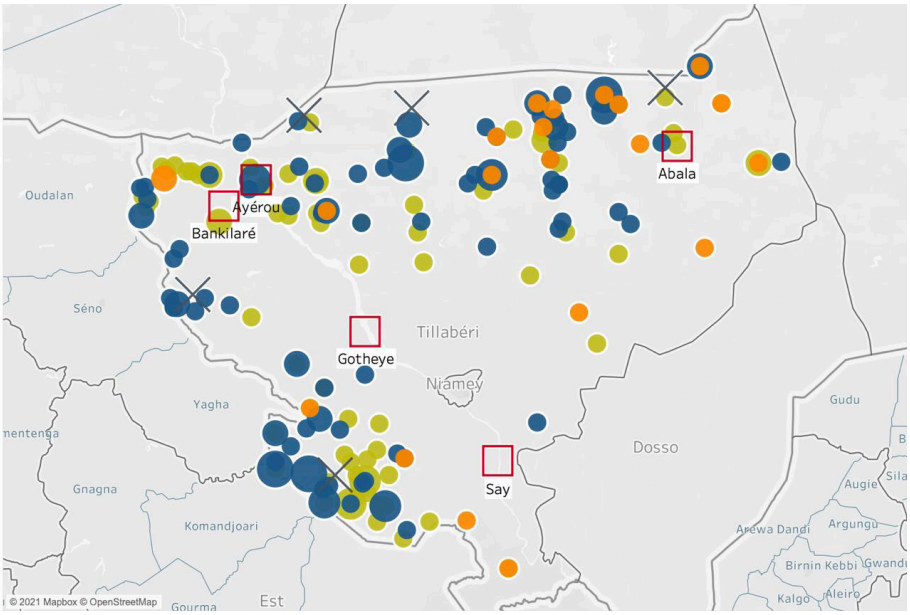
Parallèlement à la violence des organisations extrémistes violentes, ces parties de Tillabéri sont également devenues un terrain de jeu pour la violence opportuniste des bandits qui ont profité de l'effritement des systèmes de gouvernance et de sécurité. Le plus grand nombre d'incidents violents a eu lieu au cours des deux dernières années (2019 et 2020), les groupes extrémistes violents cherchant à briser la résistance à leur présence opposée non seulement par l'État, mais aussi par les civils. En conséquence, 2020 a vu de nouvelles tendances, la région ayant connu des attaques contre des écoles, des sites miniers, ainsi que des enlèvements et des assassinats de travailleurs d'organisations non gouvernementales (ONG). Cela a donné lieu à des massacres, comme ceux perpétrés le 2 janvier et le 15 mars 2021, ayant causé la mort de pas moins de 158 civils.[11] Le ciblage des civils s'est encore poursuivi tout au long de l'année 2021 (voir la carte 1 ci-dessous). Au cours de la seule première moitié du mois de mai 2021, plus de 16 000 personnes ont été déplacées dans le nord de Tillabéri en raison de la violence des groupes armés.[12]

10 En 2017 et 2018, les forces nigériennes et françaises ont collaboré aux efforts de lutte contre le terrorisme avec les groupes armés à dominante touareg du nord du Mali, notamment le MSA et le GATIA.

11 Lyammouri, R. 2021 "Tillabéri Region: Concerning Cycles of Atrocities," Policy Brief -10/21, Rabat: Policy Center for the New South.

12 Internal Displacement Monitoring Centre, 2021, Niger.

Carte 1 Incidents et lieux de recherche juin 2020 – juin 2021



Évènements
1
4

Légende
✕ Cellule
● Évènement
□ Site de recherche

Site de recherche
Cellule présumée du l'EIGS
Combats
Violence contre les civils
Pillage/Destruction de biens/explosions

En réponse à la violence et aux efforts déployés par les organisations extrémistes violentes afin de contrôler les populations locales, et en dépit de l'opposition du gouvernement à ce phénomène, des groupes informels de police communautaire ont émergé au sein de certaines communautés, y compris une réplique des Koglweogo du Burkina Faso dans le sud-ouest de Tillabéri et des Yan Banga, qui existent depuis le début des années 1990 comme réponse locale au banditisme, dans les zones à prédominance haoussa du nord-est de Tillabéri. Contrairement au Burkina, où les Koglweogo sont imbriqués dans la chefferie mossi et gourmantché,

ceux du Niger, où il n'y a pas de population mossi, semblent fonctionner de manière plus autonome.[13] C'est probablement aussi le cas de Yan Banga dans le département d'Abala. Des recherches antérieures ont montré que la méfiance créée par un environnement de violence "non réglementée" perpétrée par des acteurs non étatiques occasionne un accroissement des suspicions intercommunautaires.[14]

13 Il convient toutefois de noter que les Gourmantchés, ethnie majoritaire dans l'est du Burkina Faso, constituent une part importante de la population dans les zones frontalières nigériennes, notamment à Torodi et Makalondi.

14 McGann, B. and Idrissa, R. 2021. Mistrust and Imbalance: The Collapse of Intercommunal Relations and the Rise of Armed Community Mobilization on the Niger-Mali Border. Washington: RESOLVE Network.

3 Mécanismes de résilience au niveau communautaire

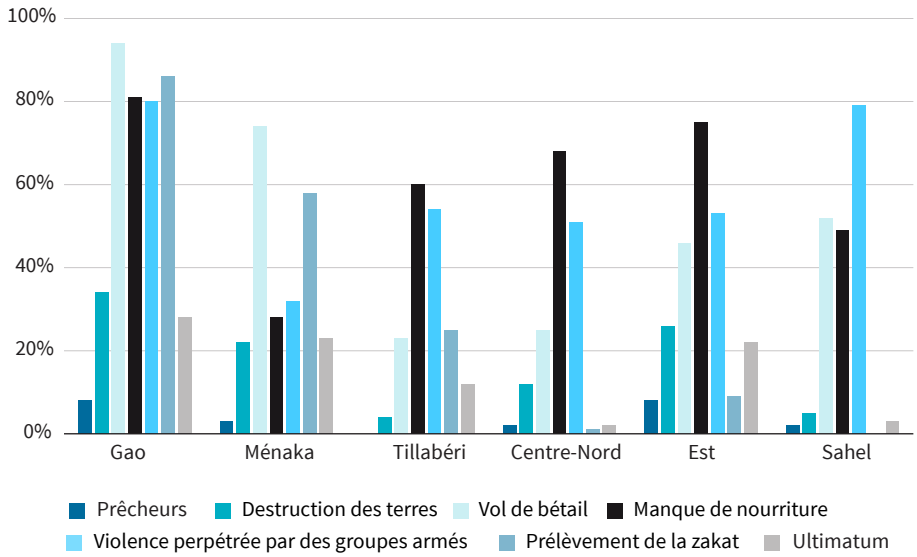
Tillabéri est exposée à des chocs externes découlant de catastrophes environnementales mais également de la montée croissante des organisations extrémistes violentes et des attaques de groupes armés contre des villages entiers. Dans les deux cas de menaces environnementales et de situations de conflits, les réponses des 240 personnes interrogées suggèrent un haut degré d'autonomie réelle et perçue dans les solutions apportées.

3.1 Chocs externes et réponses autonomes

La plus grande menace citée par les répondants à l'enquête de Tillabéri et les informateurs clés est liée à la rareté des ressources et non à la violence. Les répondants ont le plus souvent cité le manque de nourriture (60 %) comme étant la principale menace pour leur sécurité (voir la figure 1 ci-dessous).[15] À la question de savoir si les ressources nécessaires sont disponibles au sein des communautés des répondants, 49 % d'entre eux ont répondu "oui". Pourtant, la grande majorité des répondants déclarent qu'ils comptent sur eux-mêmes, leur famille et leur communauté pour la fourniture des services de base, tels que la nourriture, la santé et l'éducation. Quatre-vingt-sept pourcents des personnes interrogées ont déclaré avoir été exposées à au moins un choc externe, tel qu'un évènement climatique, économique ou une flambée de violence, au cours des deux dernières années, et 76 % d'entre elles ont indiqué qu'aucune aide extérieure n'était disponible à ce moment-là.

15 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Gothèye, 4 décembre 2020 : « *A mon avis, c'est l'insécurité alimentaire qui est l'événement le plus dommageable pour notre commune. Les mauvaises récoltes successives ont appauvri les populations. Les gens ont vendu tous leurs animaux et leurs biens pour soutenir leurs familles.* » Voir également l'entretien avec un représentant du chef traditionnel, répondant, Gothèye, 4 décembre 2020. Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Bankilare, 27 novembre 2020.

Figure 1 Menaces pour la sécurité (par région)



Lorsqu'on leur a demandé comment ils géraient les chocs, les répondants ont déclaré qu'ils cherchaient et acceptaient des opportunités supplémentaires de génération de revenus pour faire face au fardeau du choc. Les répondants ont largement indiqué que le mécanisme de réponse aux chocs consiste à accepter un travail supplémentaire (70%), celui-ci étant sans doute la seule stratégie constructive citée parmi les réponses de nos répondants car elle n'entraîne pas de destruction du capital du ménage, à contracter un prêt (41%), et à vendre ou à abattre leur bétail (37%) (voir la figure 2 ci-dessous). Ce niveau d'autonomie n'est toutefois pas nécessairement efficace. Seulement 32% des personnes interrogées ont déclaré s'être remises de leurs expériences de chocs externes au cours des deux dernières années, ce qui est élevé par rapport à nos autres régions mais faible dans l'ensemble (voir la figure 3 ci-dessous).

Figure 2 Comment les ménages font face aux chocs (par région)

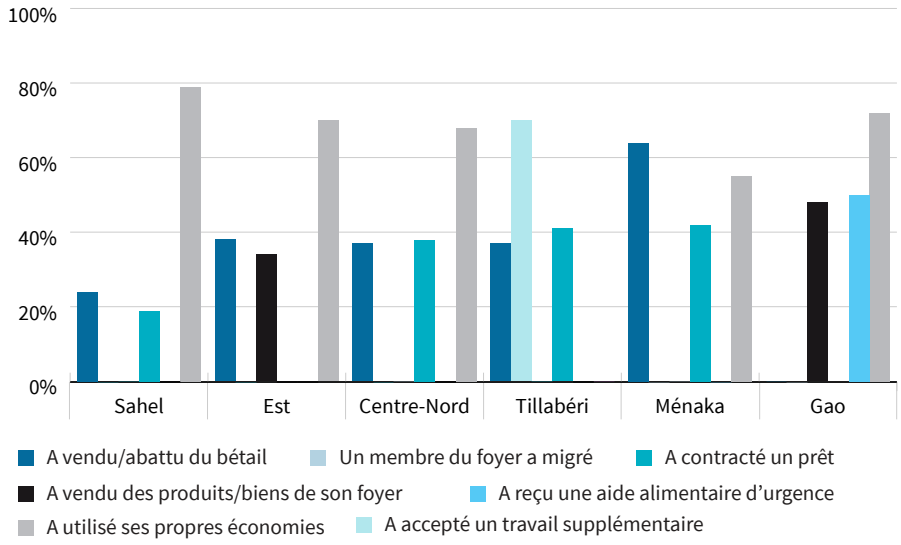
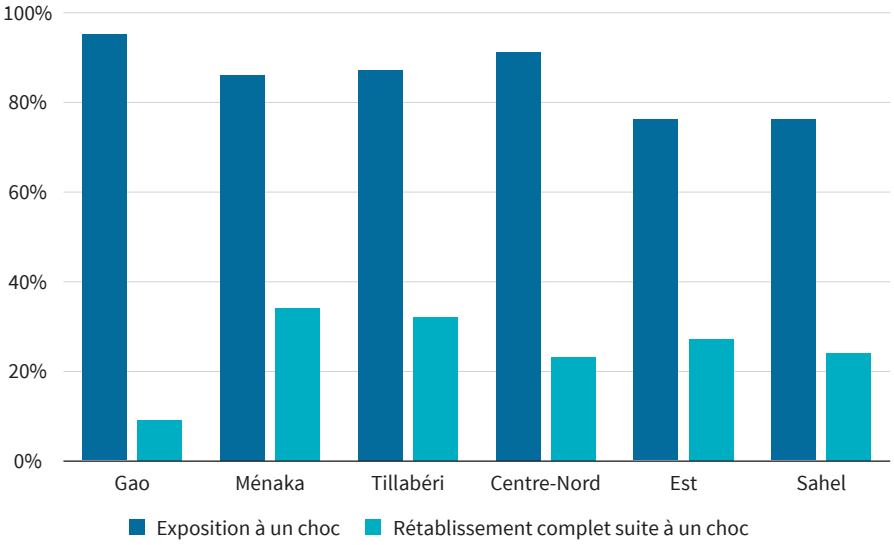


Figure 3 Exposition et rétablissement complet après les chocs des deux dernières années (par région)



D'autres mécanismes existent en dehors de l'autosuffisance et de la famille ou des amis, mais ces mécanismes ne sont pas exploités par les populations, d'après les réponses à l'enquête. Quatre-vingt-quatorze pourcents des personnes interrogées ont indiqué que les autorités traditionnelles ne font rien pour aider les personnes touchées par les chocs, et lorsqu'elles sont impliquées dans des activités telles que la distribution de l'aide d'urgence, elles choisissent leurs principaux électeurs comme premiers bénéficiaires (58%) ou gardent prétendument l'aide pour elles-mêmes et leurs familles (31%).[16] Si le gouvernement semble encourager les autorités traditionnelles à participer à la distribution de l'aide, les mécanismes de distribution ne sont pas considérés comme transparents.[17]

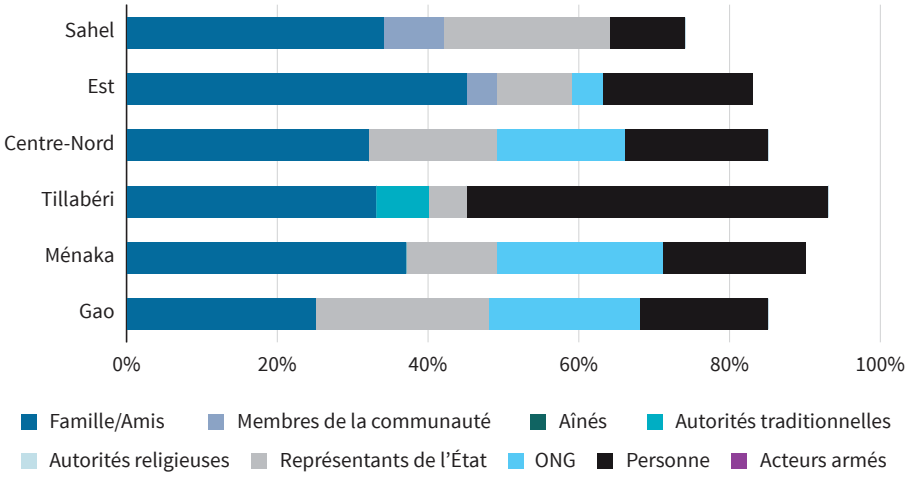
Les personnes interrogées aspirent à ce que les autorités religieuses et traditionnelles soient plus équitables dans les pratiques de distribution de l'aide et dans la coordination du soutien aux personnes affectées par des situations de chocs externes, et cette aspiration peut renforcer la position de ces autorités si elles peuvent faire preuve d'une participation équitable et plus efficace aux réponses aux chocs majeurs.

En ce qui concerne la fourniture de services de base, Tillabéri est la seule région où un faible pourcentage (7%) des répondants à l'enquête ont précisé qu'ils pourraient se tourner vers les autorités traditionnelles dans ce domaine. Ce score est plus élevé pour les représentants de l'État (5%). Une quasi-majorité (45%) des personnes interrogées ont indiqué qu'elles n'ont personne vers qui elles peuvent se tourner pour obtenir des services de base (voir la figure 4 ci-dessous). Il s'agit probablement d'une conséquence de la crise sécuritaire reflétant le sentiment d'effritement d'un système de gouvernance qui opérait plus efficacement dans le passé mais qui peut à peine fonctionner dans les conditions actuelles. Ainsi, la crise sécuritaire a favorisé une situation où l'autosuffisance est devenue la proposition la plus viable pour beaucoup.

16 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Gothèye, 4 décembre 2020. Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Gothèye, 2 décembre 2020. Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Abala, janvier 2021.

17 Bien entendu, il faut tenir compte du fait que la position des chefs traditionnels est à la fois politique et administrative. Parce que les chefs – en particulier ceux des niveaux locaux (village, quartier, tribu) – sont enracinés dans une communauté ethnique donnée, ils exercent une autorité moins directe sur les personnes extérieures à cette communauté, même si elles résident dans leur zone de compétence. Et parce qu'ils sont responsables devant le ministère de l'Intérieur (l'État central), leur position est limitée par les objectifs politiques définis par le gouvernement. Ainsi, les perceptions négatives des chefs découlent en partie de conditions objectives sur lesquelles ils ont peu de pouvoir.

Figure 4 Acteurs communautaires contactés pour la fourniture de services de base (par région)



La plupart des personnes interrogées considèrent que leur communauté est prête à tirer les leçons du passé et à se préparer à la prévention des chocs futurs, 63 % d'entre elles déclarant que leur communauté essaie activement de prévenir les chocs futurs. Les exemples d'activités visant à prévenir les chocs comprennent la réparation et la construction de biens publics et la conversion des sols. Les femmes interrogées étaient plus positives dans leur rapport à l'accès aux ressources et leur capacité d'adaptation afin de se préparer aux chocs futurs. Les femmes interrogées étaient notamment plus enclines à déclarer que les ressources nécessaires étaient disponibles, que les hommes. Elles étaient également plus susceptibles que les hommes d'admettre que leur communauté tente activement de prévenir les chocs futurs, avec 69% étant d'accord contre 60% pour les hommes.

3.2 Absence de participation des autorités traditionnelles à la résolution des conflits au niveau communautaire

Les personnes interrogées ont identifié les autorités traditionnelles, les aînés, ainsi que les autorités religieuses comme les principaux acteurs communautaires disponibles pour soutenir la résolution des conflits et la justice dans leur village. Les réponses à l'enquête indiquent que 61% des personnes interrogées pourraient contacter une autorité traditionnelle pour soutenir la résolution des conflits à l'intérieur de leur village, 72% contacteraient une autorité traditionnelle pour soutenir la résolution des conflits à l'extérieur de leur village, et 66% pourraient le faire auprès d'une autorité traditionnelle pour des prestations de justice (voir les figures 5-7 ci-dessous).

Figure 5 Acteurs communautaires contactés pour la résolution de conflits au sein de la communauté (par région)

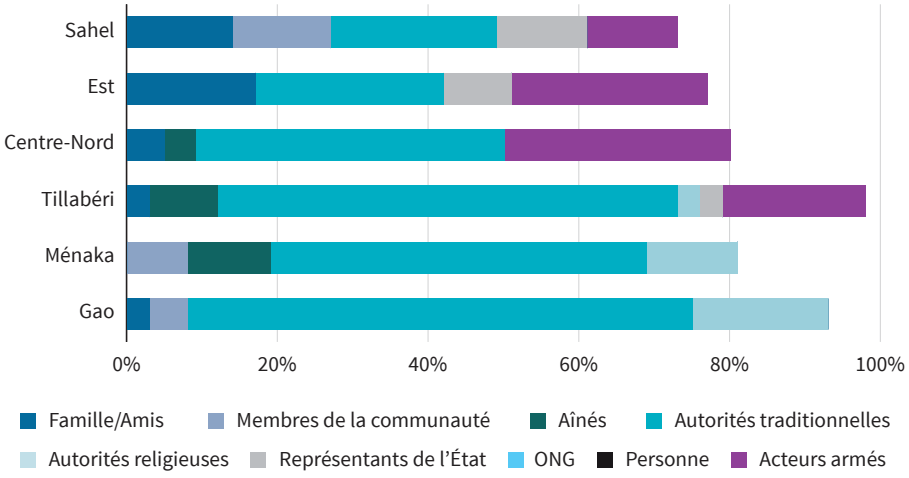


Figure 6 Acteurs communautaires contactés pour la résolution de conflits en dehors de la communauté (par région)

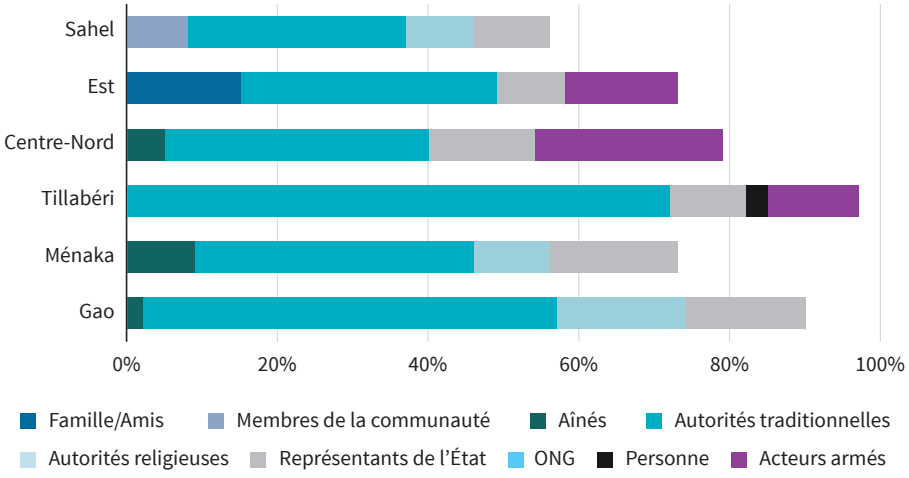
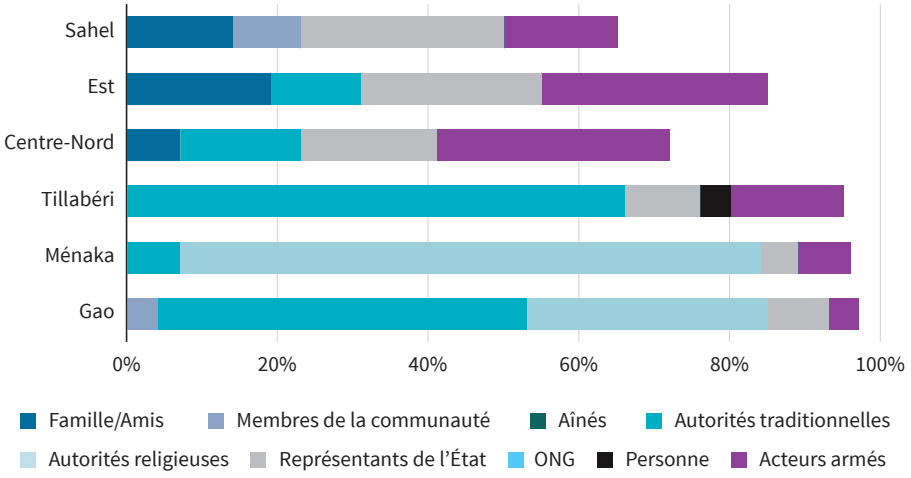


Figure 7 Acteurs communautaires contactés pour des prestations de justice (par région)[18]



Il est intéressant de noter que 87% des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir contacté les autorités traditionnelles, ou tout autre acteur communautaire, pour obtenir justice au cours des deux dernières années. De plus, au cours des deux dernières années, 87% des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir contacté une autorité traditionnelle pour la résolution de conflits à l'intérieur du village, et 96% ont déclaré ne pas avoir contacté une autorité traditionnelle pour un conflit à l'extérieur du village. Cet écart peut être le résultat du contexte du conflit, car les conflits impliquant des violences physiques sont directement portés devant les forces de l'État. Les conflits impliquant des violences physiques ou des infractions pénales sont traités au premier niveau (avant l'escalade vers les tribunaux formels si l'affaire le nécessite) par les agents de sécurité, comme la gendarmerie ou la police.[19]

18 Cinq acteurs sont répertoriés pour Gao car les membres de la communauté et les acteurs armés ont été sélectionnés par 4% des répondants.

19 Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant, Bankilare, 25 novembre 2020. Entretien avec un représentant de l'État, répondant, 24 novembre 2020. Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Abala, 1er janvier 2021.

Les répondants ont indiqué en particulier qu'ils s'adresseraient à une autorité traditionnelle pour régler les conflits liés à l'accès à l'eau (62%), à l'accès aux terres agricoles (86%), à l'accès aux pâturages (84%) et à l'accès aux couloirs de passage du bétail (75%), qui nécessitent l'intervention d'une autorité publique. Les mécanismes de gestion de ces conflits sont en place pour les litiges fonciers et agropastoraux, ainsi que pour les conflits liés à l'accès aux ressources communes telles que les puits d'eau et les voies réservées au passage du bétail. Ils sont gérés par les procédures et les structures mises en place par les codes ruraux, comme les commissions foncières (COFO)[20], qui, selon nos EIC, réussissent très bien à réduire les conflits agropastoraux ainsi que ceux liés aux ressources naturelles.[21] Ces commissions rassemblent les autorités traditionnelles, les autorités religieuses, les jeunes, les femmes, la société civile et les représentants des groupes en conflit. Les membres sont, selon certaines personnes interrogées, formés à la gestion des conflits. Au niveau des villages, des communes et des départements, les différentes commissions foncières parviendraient à réduire les conflits agropastoraux, ainsi que ceux relatifs aux ressources naturelles.

3.3 Mécanismes de résilience contre l'extrémisme violent

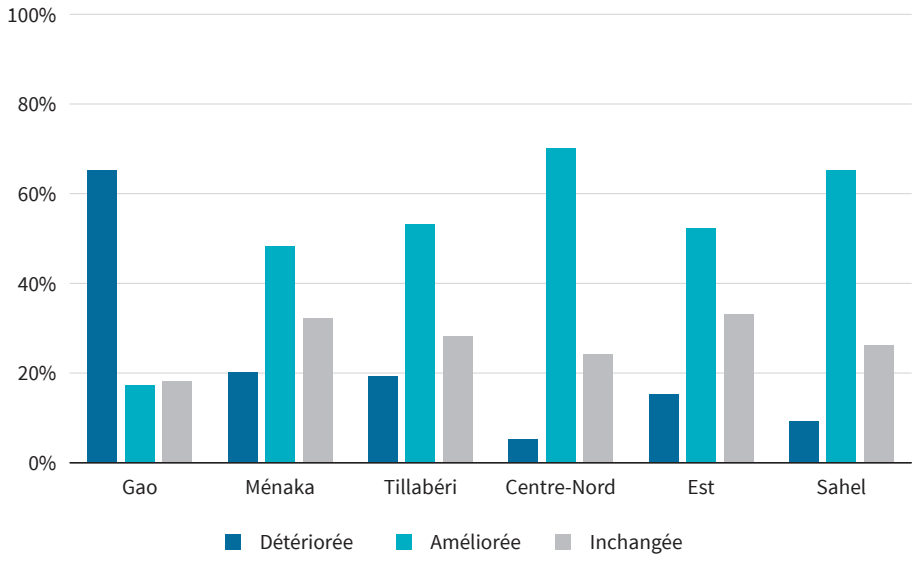
Les personnes interrogées (65%) sont globalement d'accord pour affirmer que la sécurité s'améliore. Seuls 27% ont déclaré avoir le sentiment que la situation sécuritaire dans leur région est dangereuse (voir les figures 8 et 9 ci-dessous). Les efforts politiques et sécuritaires visant à lutter contre l'insécurité occasionnée par les groupes armés non étatiques et les organisations extrémistes violentes comprennent : l'instauration de l'état d'urgence dans toute la région et l'interdiction d'utiliser des motos, des couvre-feux, des fermetures de marchés, des mesures de sécurité transfrontalières accrues, la construction de nouveaux

20 Ces commissions existent à différents niveaux. Village : commissions foncières locales (Commissions foncières de base, COFOB). Commune : commissions foncières communales (Commissions foncières communales, COFOCOM). Département : commissions foncières départementales (Commissions foncières départementales, COFODEP).

21 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Bankline, 25 novembre 2020 : « *Avec la mise en place des COFO et la sensibilisation des projets et des services techniques de l'État, il y a de moins en moins de litiges et de conflits fonciers. Partout dans le département, dans chaque village, il y a une commission foncière. Et chaque année, à l'approche de la saison hivernale, les membres de la commission foncière sensibilisent les agriculteurs et les éleveurs au respect des couloirs de passage et des dégâts des champs. Les populations sont également sensibilisées sur les actes de prêt, de vente et de don de terre. Ces différentes actions combinées ont permis de réduire les problèmes liés au foncier et aux conflits agriculteurs-éleveurs.* »

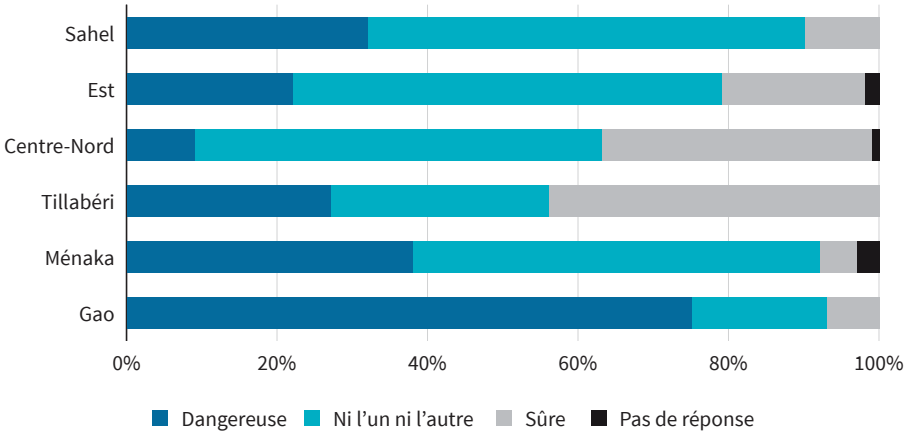
postes de police, des escortes militaires pour les commerçants et les marchands se rendant au Mali, des perquisitions de domiciles pour rechercher des membres présumés des groupes extrémistes violents et une présence militaire considérablement accrue. Les mesures de sécurité sont coordonnées par la préfecture et mises en œuvre par les acteurs politiques et militaires/sécuritaires, notamment les maires, les chefs de canton, la police nationale et la gendarmerie. Nos interlocuteurs ont cependant noté que ces mesures ont eu un impact important sur les déplacements et le transit et ont perturbé les activités économiques et sociales.[22]

Figure 8 Evolution de la situation sécuritaire au cours de l'année écoulée (par région)



22 Entretien avec un représentant local de l'Etat, répondant, Abala, 3 janvier 2021 : « *A mon avis, certaines mesures créent de l'insécurité. Quand je dis cela, je fais référence à la prolongation de l'état d'urgence et à la fermeture des marchés ruraux, qui ont contribué à l'effondrement de l'économie locale. De nombreuses personnes se sont retrouvées sans activité. Pour vendre une chèvre, dans certaines localités, il faut faire 50 km pour trouver un marché. Les gens ne vivent pas. Et tout cela contribue à une nouvelle situation d'insécurité* ». Voir également l'entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Say, 6 février 2021.

Figure 9 Évaluation de la situation sécuritaire dans la communauté (par région)



Les communautés renforcent leur propre sécurité en effectuant une surveillance, en contactant les forces de sécurité et en respectant les couvre-feux. Ces restrictions drastiques, ainsi que les difficultés engendrées par la situation de conflit, expliquent probablement l'identification par les répondants du manque de nourriture comme étant la plus grande menace à la sécurité des communautés (60%), suivi par la violence des groupes armés (54%) et la "taxation", qui est une tactique d'extorsion utilisée par les groupes armés (25%).[23] Il est à noter que les femmes interrogées étaient plus susceptibles d'identifier le manque de nourriture comme étant la plus grande menace à la sécurité de la communauté (72%). Un répondant a noté que l'insécurité affecte également l'accès à l'éducation (et aux ressources financières municipales) :

23 Entretien avec un membre de la société civile, répondant, Abala, 2 janvier 2021 : « *La collecte de la zakat sur le bétail. Ils opèrent avec les bergers de la zone à qui ils donnent des notes ou un message oral à transmettre au chef de village, signifiant que son village est taxé d'une somme à mobiliser dans un bref délai sous peine de représailles. Actuellement, ils sont dans la deuxième phase de collecte et, à l'exception de la ville d'Abala, tous les villages administratifs et les tribus ont payé.* » Voir également l'entretien avec un membre d'une association de femmes, répondant, Abala, 3 janvier 2021. Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Abala, 4 janvier 2021. Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant, Baniklare, 25 novembre 2020.

> *Dans ces zones d'insécurité, il n'est plus question de taxes ou de taxes municipales. Les bandits ont mis en garde tous les chefs de village et les collecteurs d'impôts contre la collecte des impôts et des taxes municipales. Ce qui complique la situation, c'est qu'ils bénéficient de la complicité de certaines personnes de la communauté. En gros, ils interdisent deux choses : l'école française et le paiement des taxes.*[24]

L'engagement des populations locales dans les mécanismes de sécurité visant les organisations extrémistes violentes s'articule autour de deux composantes principales. La première est constituée de comités formels de paix qui ont été créés pour rassembler et informer les autorités sur l'extrémisme violent dans leurs communautés, et pour soutenir l'amélioration de la coopération entre les populations et les acteurs de la sécurité. Le second est constitué de réunions informelles où les acteurs de la sécurité, les acteurs politiques et les membres des communautés se rencontrent pour discuter des problèmes de sécurité dans leurs communautés. Ces deux mécanismes, en plus des événements de sensibilisation et des caravanes de la paix,[25] semblent axés sur l'amélioration des relations entre les gouvernements et les communautés. La Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) joue un rôle important dans l'organisation de ces activités.[26]

24 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Gothèye, 4 décembre 2020.

25 Entretien avec un membre de la société civile, répondant, Abala, 1er janvier 2021 : « *Le programme cohésion communautaire au Niger a financé une caravane de sensibilisation à travers le département d'Abala pour sensibiliser, attirer l'attention des jeunes sur la montée de l'extrémisme violent et ne pas répondre au chant des sirènes des groupes armés. Le programme a mis en place des clubs de loisirs pour les jeunes, des tournois de lutte traditionnelle, des tournois de football et des réunions communales* ». Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Abala, 1er janvier 2021 : « *Les autorités traditionnelles et religieuses participent aux caravanes de sensibilisation que nous organisons dans la commune dans tous les villages. Nous passons des journées entières avec elles dans les campagnes de sensibilisation des communautés au vivre ensemble. [...] J'ai eu personnellement à passer 20 jours dans une caravane menée par la fédération des femmes d'Abala dans les villages de la commune pour sensibiliser d'autres femmes sur la préservation de la cohésion sociale et l'attention que les femmes doivent porter à l'encadrement des jeunes et à l'éducation civique et sociale des enfants*. »

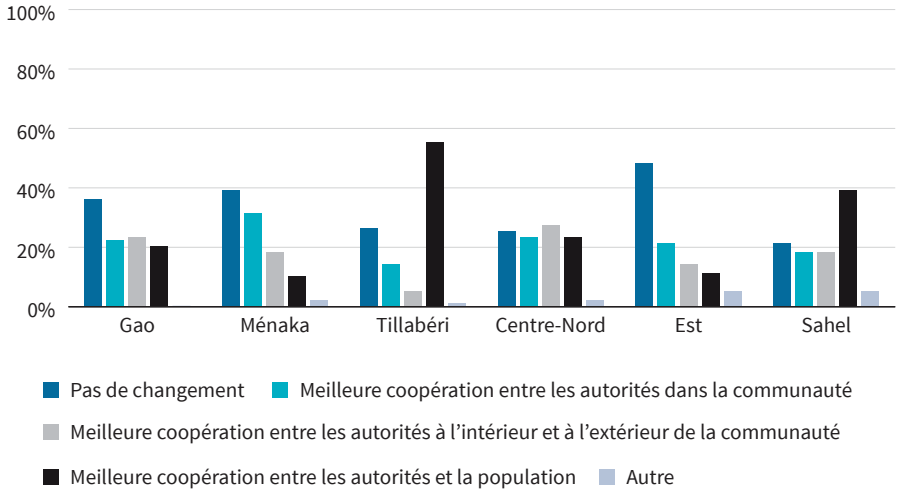
26 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Bankilare, 24 novembre 2020.

3.4 Communication et collaboration entre les communautés locales et les forces de sécurité

Les personnes interrogées sont pour la plupart d'accord pour considérer que les situations sécuritaires dans les communautés voisines ont permis d'améliorer la coopération entre les acteurs communautaires et les populations locales dans leurs propres communautés. En outre, 55 % des personnes interrogées ont déclaré que, par conséquent, la coopération entre les autorités et les résidents s'était améliorée, et 14 % ont déclaré que la coopération entre les autorités s'était améliorée (voir la figure 10 ci-dessous). Comme le montre le rapport de synthèse, cette coopération contribue de manière significative à l'efficacité des mesures de sécurité des autorités traditionnelles et religieuses. La forme que peut prendre cette coopération diffère. Soixante-douze pourcents des personnes interrogées ont déclaré que leurs communautés organisent une réponse de sécurité collective en cas de menace. Il s'agit notamment d'opter pour la surveillance (54%), ainsi que de s'avertir mutuellement des menaces (34%). A cette fin, des comités de vigilance communaux, combinés à un système d'informateurs au niveau des tribus et des hameaux, ont été mis en place.[27] Ces mécanismes peuvent expliquer le fait que 53% des personnes interrogées estiment que la situation sécuritaire dans la région de Tillabéri s'est améliorée au cours de l'année écoulée.

27 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Gothèye, 4 décembre 2020. Entretien avec un membre de la société civile, répondant, Bankilare, 25 novembre 2020. Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Bankilare, 24 novembre 2020.

Figure 10 Changement du rôle d'intermédiaire des autorités communales (par région)



4 Contributions des autorités traditionnelles à la résilience des communautés contre l'extrémisme violent

4.1 Rôles des autorités traditionnelles au sein des structures politiques locales

Au Niger, les autorités traditionnelles telles que le chef de canton, le chef de groupement, le chef de village et le chef de tribu sont des acteurs de la gouvernance formelle avec des rôles légalement définis, qui ont été formalisés dans les années 2010.[28] Les autorités traditionnelles sont des intermédiaires entre l'État central et les populations locales, ce qui fait d'eux des acteurs clés au sein des structures de gouvernance pour accéder aux communautés et maintenir la loi et l'ordre. L'intégration des autorités traditionnelles dans la gouvernance formelle varie, mais elles jouent toutes un rôle de gouvernance locale, notamment dans la résolution et la médiation des conflits inter- et intra-communautaires en utilisant un système de conciliation.

Dans la structure de la chefferie, les chefs les plus proches des problèmes de la vie quotidienne de la plupart des gens sont ceux qui se trouvent à des niveaux très locaux :

- Chef de quartier : Le rôle d'un chef de quartier est de représenter sa population auprès du chef de village. Il est nommé par vote ou par consensus. Ces autorités opèrent au niveau du quartier, et les membres de la communauté s'adressent à elles en premier lieu pour résoudre les conflits entre les habitants du quartier ou au niveau familial. Ils sont également responsables de la collecte des impôts, et du maintien de la communication entre le chef de village et leur quartier. Cela inclut la surveillance et les rapports sur les activités du quartier. Les chefs de quartier participent également aux événements publics du quartier, tels que les réunions et les cérémonies.

28 Molenaar, F. et al 2019, *op. cit.*: 4. McGann, B. and Idrissa, R. 2021, *op. cit.*: 12.

- Chef de village : Les chefs de village jouent un rôle actif dans le maintien de la paix, l'unité et la cohésion du village.[29] Ils assurent la médiation des conflits, dirigent les conseils de paix du village, observent et collectent des informations sur les activités des résidents, s'engagent auprès du personnel de sécurité, et accueillent et intègrent les populations déplacées si nécessaire. À Ayerou en particulier, le chef de village assure la médiation des conflits qui pourraient menacer la coexistence pacifique entre les populations existantes et les populations déplacées nouvellement arrivées. Il est également chargé de gérer la disponibilité des ressources et de la nourriture.
- Les autorités religieuses : Ces autorités entendent jouer un rôle moral en donnant l'exemple sur la manière dont les populations doivent se comporter.

4.2 Rôles dans la résolution des conflits

Au sein de la structure dominante de résolution des conflits, la hiérarchie traditionnelle de traitement des conflits commence par les sages et s'étend jusqu'au chef de canton. Les sages tentent de résoudre les conflits avant même de s'adresser aux autorités traditionnelles. Par exemple, à Abala en 2016, un sage a reçu le soutien d'un imam pour servir de médiateur dans un conflit entre le vice-maire et un individu que le vice-maire voulait incarcérer.[30] Les chefs de quartier gèrent les différends et les conflits mineurs et accompagnent les membres de leur communauté pour rendre visite à un chef de village afin de discuter d'un conflit. Au sein d'un quartier, il existe de petits comités composés du chef de quartier, de l'imam et des sages. Si quelqu'un tente de contourner ce comité et de s'adresser directement à un chef de village ou à la gendarmerie, il est renvoyé pour que l'on tente d'abord de trouver une solution au niveau du quartier. Lorsqu'un conflit arrive au niveau d'un chef de village, un autre comité composé d'un représentant du chef de village et d'au moins un représentant de la commission foncière de base (COFOB) élabore une évaluation avant le début de la médiation. Si le chef de village ne parvient pas à trouver une solution, les parties reçoivent un rapport leur permettant de porter leur affaire devant le chef de canton.

29 En milieu nomade, le chef de groupement est l'homologue du chef de village.

30 Entretien avec un membre de la société civile, répondant, Abala, 2 janvier 2021.

La plupart des cas, en particulier ceux qui concernent les conflits agropastoraux, ne vont pas au chef de canton et ne vont certainement pas plus haut que ce niveau, car les arbitres suivants sont la gendarmerie et le système de justice administrative. Cela indique que les conflits entre agriculteurs et éleveurs, qui sont dominants au sein des communautés et entre elles, sont arbitrés au niveau du chef de village ou à un niveau inférieur. Cela rend les autorités traditionnelles de niveau inférieur plus vulnérables aux menaces et aux intimidations des groupes armés et des organisations extrémistes violentes qui espèrent tirer profit des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Bankilaré constitue une exception. Le tribunal le plus proche se trouvant à plus de 50 kilomètres, à Téra, les personnes ayant peu de moyens n'ont que la gendarmerie de Bankilaré à laquelle elles peuvent recourir si elles veulent poursuivre l'affaire.[31]

Les personnes interrogées ont toutefois indiqué que lorsqu'elles ne sont pas d'accord avec une décision d'une autorité traditionnelle, elles ne font généralement rien – ce qui signifie qu'elles se conforment (72%). Seuls 13 % des répondants ont indiqué qu'ils portent leurs affaires devant une autre autorité traditionnelle. Certaines personnes interrogées affirment que la création des COFO et du code rural a favorisé l'acceptation des décisions, car ce n'est pas seulement l'autorité traditionnelle qui participe à la gestion du conflit, mais un comité composé de divers acteurs. Une personne interrogée a déclaré que certaines personnes pourraient simplement accepter ce que les autorités traditionnelles décident parce que les gens assimilent "l'autorité" à "la loi".[32]

31 Entretien avec un chef religieux, répondant, Bankilare, 28 novembre 2020.. Entretien avec un représentant de l'État, répondant, 24 novembre 2020.

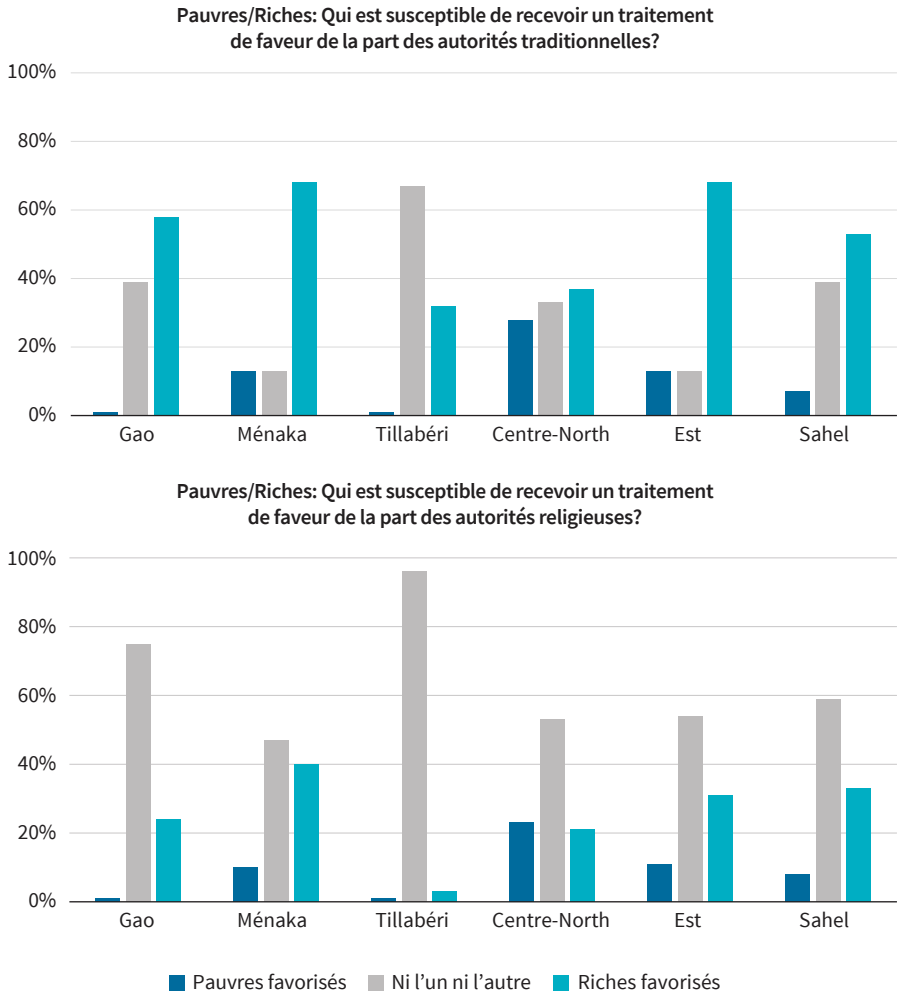
32 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Abala, 3 janvier 2021.

Alors que les personnes interrogées ont déclaré que les autorités traditionnelles restent majoritairement neutres dans les conflits entre hommes et femmes, et entre jeunes et anciens, près d'un tiers (32%) ont déclaré que les autorités traditionnelles favorisent les riches lors des médiations (voir figure 11 ci-dessous). Certaines personnes interrogées pensent que les jugements sont rendus en échange de pots-de-vin, les répondants mentionnant spécifiquement de "riches opérateurs" d'origine arabe qui achètent des terres avec l'aide des autorités traditionnelles.[33] À Gothèye, certaines personnes interrogées ont déclaré que les autorités traditionnelles favorisent les riches éleveurs par rapport aux agriculteurs.[34] Bien que les autorités traditionnelles et religieuses soient perçues comme favorisant moins les riches que dans d'autres régions incluses dans notre étude, cela indique une ligne de faille potentielle qui pourrait s'accroître avec le temps.

33 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Abala, 1er janvier 2021 : « *Il y a beaucoup de contestation dans les litiges fonciers où l'opinion générale est que la personne la plus riche gagne souvent. Je pense que cette perception, qui est largement partagée par l'écrasante majorité des gens, est fondée. En réalité, ce sentiment est fondé sur l'arrivée, ces dernières années, de riches exploitants (principalement des Arabes) qui achètent de grandes superficies et les clôturent ensuite pour en faire des ranchs. Beaucoup pensent que c'est avec la complicité de certains chefs traditionnels que ces exploitants parviennent à tromper les gens en leur achetant leurs terres. Il s'agit d'un phénomène qui prend de l'ampleur dans la région et si une solution n'est pas trouvée, cela pourrait créer des situations qui pourraient dégénérer en crises graves pour la région. Il y a actuellement cinq ranchs de plusieurs centaines d'hectares dans la seule zone d'Abala.* » Voir également : Entretien avec un chef religieux, répondant, Abala, 4 janvier 2021. Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant, Ayerou, 11 janvier 2021. Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Bankilare, 24 novembre 2020.

34 Entretien avec un membre d'une association de femmes, répondant, 2 décembre 2020.

Figure 11 Traitement des riches et des pauvres par les autorités traditionnelles et religieuses (par région)



4.3 Rôles dans la gestion des ressources

Les personnes interrogées ont indiqué que c'est dans les conflits relatifs aux ressources naturelles liés à la terre (93%) et entre éleveurs et agriculteurs (88%) (voir Figure 12 ci-dessous) que les autorités traditionnelles interviennent le plus régulièrement. La médiation porte sur l'accès aux ressources naturelles et plus généralement sur la gestion de ces ressources.[35]

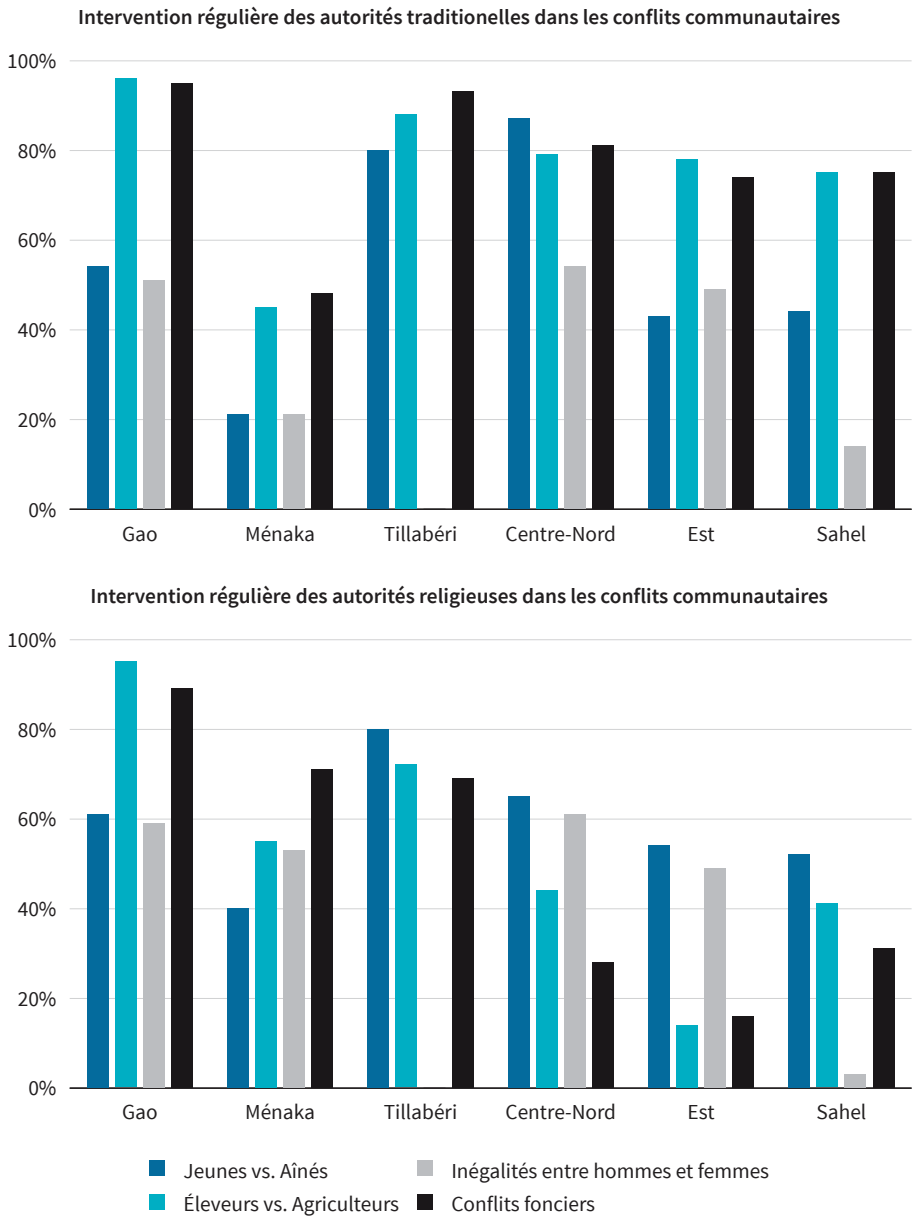
Les autorités traditionnelles participent à divers comités de gestion des ressources et jouent un rôle consultatif auprès de l'État et des populations locales, les autorités religieuses ayant pour rôle d'appuyer les décisions des autorités traditionnelles. Les chefs de quartier jouent un rôle clé dans les comités de gestion des ressources car ils sont chargés de déterminer quels individus devraient recevoir certains types de ressources. À Ayerou, les autorités traditionnelles servent même de conseillers au maire, ce qui renforce publiquement les liens entre elles et les élus.[36] En raison de ces liens entre les autorités traditionnelles et les acteurs de la gouvernance, les autorités traditionnelles sont perçues comme disposant de l'influence nécessaire pour pouvoir intervenir lorsqu'un service de base fait défaut. Par exemple, à Bankilaré, une autorité traditionnelle est intervenue lorsqu'un centre de santé n'a pas été ouvert à temps.[37]

35 Molenaar, F. et al 2019, op. cit.:58. Les Peuls pastoraux ont également recours à des postes traditionnels supplémentaires appelés " Rugga " et " Garso " qui sont spécifiquement établis pour gérer les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles parmi les éleveurs nomades peuls. Contrairement aux chefs traditionnels, le rôle du Rugga et du Garso est spécifiquement adapté aux mouvements des communautés nomades et donc plus flexible que celui des chefs qui sont beaucoup moins mobiles.

36 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Ayerou, 9 janvier 2021.

37 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Bankilare, 24 novembre 2020.

Figure 12 Degré d'intervention des autorités traditionnelles et religieuses dans les conflits communautaires (par région)



A Ayerou, deux personnes interrogées ont toutefois déclaré que le manque de financement et de soutien de la part des ONG est un exemple de l'incapacité des autorités traditionnelles à fonctionner efficacement.[38] Les personnes interrogées ont souligné que le rôle et l'influence des autorités traditionnelles dans la gestion des ressources ont été négativement affectés par l'insécurité permanente ainsi que par le nombre croissant de personnes déplacées internes (PDI) présentes dans la région. Pour des raisons de sécurité, les autorités traditionnelles et religieuses sont limitées dans leurs déplacements, ce qui les empêche de surveiller l'accès aux couloirs de bétail et de contrôler les puits et les parcelles. Sans la capacité de gérer ces ressources en toute sécurité, leur rôle dans la gestion des conflits est non seulement réduit, mais les populations les considèrent comme moins influentes, et les groupes armés trouvent plus facile de prendre le contrôle des ressources.[39]

4.4 Rôles dans le maintien de la sécurité

Les autorités traditionnelles jouent un rôle clé dans le maintien des canaux de communication entre les communautés et les forces de sécurité. Elles diffusent et expliquent les mesures de sécurité aux communautés, et partagent les informations sur la situation sécuritaire avec les acteurs sécuritaires.[40] La plupart des personnes interrogées ont reconnu le rôle clé que jouent les autorités traditionnelles et religieuses en termes de communication et de partage des informations:

> *Ce sont les chefs de village et les chefs religieux qui reçoivent les premières informations, les traitent et les transmettent ensuite. Ils jouent un rôle très important. Ils sont également présents auprès de la population, ce qui leur permet de leur parler, de les encourager et de les sensibiliser à la paix, à la sécurité et à la cohésion entre les communautés qui vivent ensemble. Ils facilitent la compréhension et la mise en œuvre des mesures de sécurité prises par les autorités ainsi que la collaboration entre la population et les forces de sécurité et de défense. Pour moi, ce sont des acteurs clés sur lesquels il faut compter dans un contexte d'insécurité.*[41]

38 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Ayerou, 12 janvier 2021.

39 Entretien avec un chef religieux, répondant, Ayerou, 12 janvier 2021. Entretien avec un chef religieux, répondant, Bankilare, 26 novembre 2020. Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Abala, 4 janvier 2021. Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Bankilare, 25 novembre 2020.

40 Voir par exemple : Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Abala, 4 Janvier 2021.

41 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Abala, 3 janvier 2021.

Les communications radio constituent un moyen courant de diffusion de l'information aux communautés.[42] Les répondants ont identifié les principales mesures de sécurité prises par les autorités traditionnelles comme étant la surveillance des éléments étrangers à la communauté (50%), l'appel à l'aide des forces de sécurité (46%), l'imposition de restrictions sur les mouvements[43] et la résolution des conflits par le dialogue (26% chacun) (voir la figure 113 ci-dessous). Certaines personnes interrogées, y compris les autorités traditionnelles elles-mêmes, soulignent toutefois les limites de cette stratégie. Un EIC a noté par exemple :

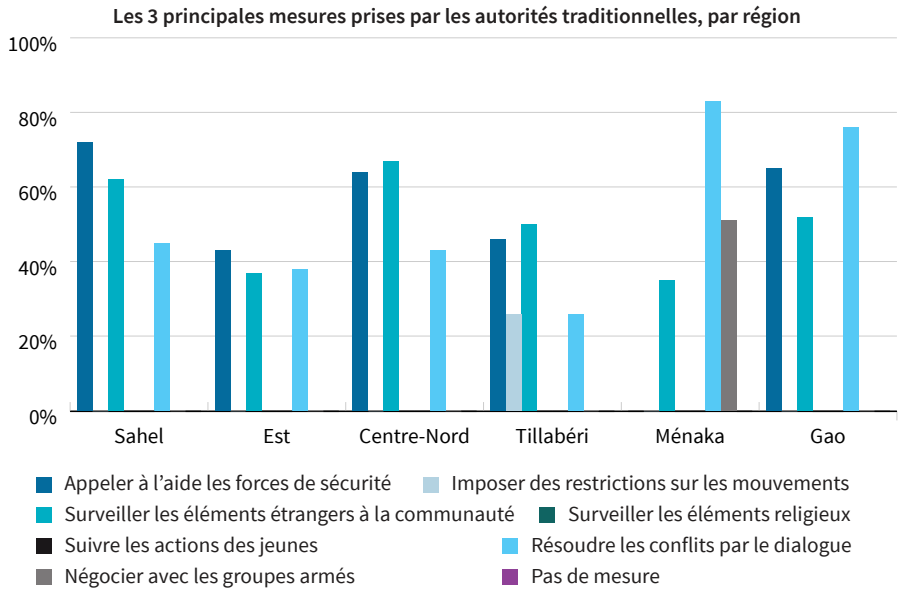
> *L'une des difficultés est le manque de réactivité des FDS [forces de défense et de sécurité] lorsqu'elles reçoivent des informations sur des attaques ou la présence de bandits dans une localité donnée. Même si l'information est bien vérifiée, les FDS ne réagissent souvent pas ou sont lentes à réagir, surtout la nuit.*[44]

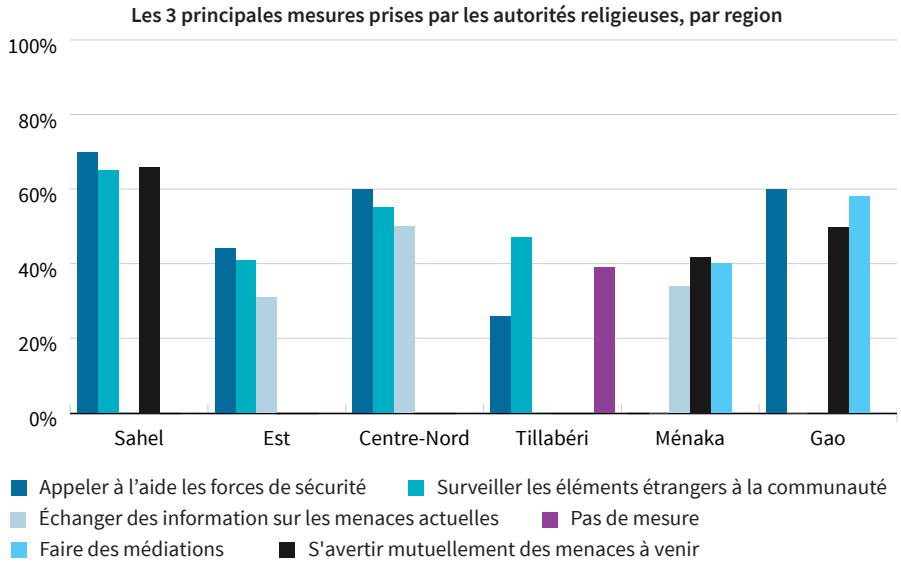
42 Voir, par exemple : Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Bankilare, 24 novembre 2020 : « *Pour les autorités traditionnelles et religieuses, la parole a beaucoup de poids. Nous intervenons dans les espaces qui sont à notre portée pour sensibiliser nos communautés. J'avais l'habitude d'animer des sessions sur la radio communautaire.* »

43 Cela est probablement lié au fait que ces autorités traditionnelles sont accusées de ne pas s'être opposées à la mise en œuvre des mesures liées à l'état d'urgence, notamment l'interdiction des motos, malgré leur impact négatif pour les populations et les économies locales. Voir, par exemple, Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Gothèye, 3 décembre 2020. Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Say, 6 février 2021.

44 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Abala, 4 janvier 2021. Voir aussi : Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Abala, 8 janvier 2021. Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant, Bankilare, 25 novembre 2020.

Figure 13 Les 3 principales mesures de sécurité prises par les autorités traditionnelles et religieuses (par région)[45]





45 Les quatre mesures de sécurité les plus importantes pour Tillabéri sont les suivantes : "imposer des restrictions de mouvement" et "résoudre les conflits par le dialogue", qui ont toutes deux été choisies par 26 % des personnes interrogées.

Cela peut également expliquer pourquoi une part importante des personnes interrogées déclare que les autorités traditionnelles ne prennent aucune mesure de sécurité (24%). En outre, les autorités traditionnelles et religieuses sont souvent devenues des cibles privilégiées des groupes extrémistes violents, ce qui a parfois occasionné leur fuite vers des zones plus sûres :

> *Elles [les autorités traditionnelles et religieuses] aident beaucoup dans le domaine de l'information. Partout dans la commune, dès qu'il y a des motos dans un village, les autorités traditionnelles sont immédiatement informées. Cependant, avec la détérioration actuelle de la situation marquée par la multiplication des attaques et des assassinats de chefs traditionnels, il est très difficile pour les autorités traditionnelles de jouer correctement leur rôle. C'est devenu très compliqué pour elles. Par exemple, tous les chefs tribaux peuls ont fui la région en raison des abus dont ils sont victimes.*[46]

Les personnes interrogées sont majoritairement d'accord pour affirmer que les autorités traditionnelles sont des partenaires clés des forces de sécurité dans la lutte contre les organisations extrémistes violentes et les groupes armés. Les autorités traditionnelles sont perçues comme des passerelles entre les forces de sécurité et les populations locales, tout comme elles sont également considérées comme particulièrement bien placées pour accroître la confiance entre les communautés et le personnel de sécurité. Vingt-quatre pourcents des personnes interrogées ont déclaré que le rôle des autorités traditionnelles en termes de résilience contre la radicalisation dans la communauté devrait être de renforcer la coopération avec les forces de sécurité. Créer des opportunités pour les autorités traditionnelles de développer leurs relations avec les forces de sécurité et de renforcer les liens entre ces dernières et les communautés locales seraient probablement considéré comme une contribution positive à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

En même temps, une telle stratégie présente néanmoins cependant un niveau de risque élevé pour la sécurité des autorités traditionnelles qui font déjà face à des représailles de la part des groupes extrémistes violents ou des groupes armés. À Ayerou, un chef de quartier aurait été tué après avoir collaboré avec les forces de sécurité en dénonçant un membre présumé d'un groupe armé. Un répondant de Bankilaré fait également remarquer que :

46 Voir, par exemple : Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Abala, 3 janvier 2021.

> *La présence des militaires est certes renforcée, mais cela n'empêche pas les écoles d'être fermées et les leaders communautaires d'être assassinés chaque jour. Et c'est ce qui rend la population vraiment déçue et pessimiste aujourd'hui.*[47]

En outre, certains EIC, en particulier dans les zones qui ne subissent pas encore la violence ou les menaces directes des groupes armés, accusent les autorités traditionnelles d'être devenues complices des groupes extrémistes violents et de se joindre ou de collaborer avec eux. Les répondants d'Abala et d'Ayerou, par exemple, ont déclaré que les chefs communautaires et les autorités traditionnelles sont forcés de participer à l'activité djihadiste, par exemple en collectant la zakat[48] et en fermant les yeux sur la présence des organisations extrémistes violentes.[49] Ces accusations ont parfois une connotation ethnique. Une personne interrogée dans la région d'Abala a déclaré que "parmi ceux qui ont rejoint les djihadistes, il y a des chefs communautaires peuls"[50], et une autre personne a également déclaré que des chefs ont été vus "avec des armes à la main traversant la frontière du Mali"[51]. Un répondant d'Ayerou a déclaré qu'un marabout avait été arrêté pour avoir fourni des motos à des "bandits".[52]

Tout lien entre les autorités traditionnelles/religieuses et les groupes extrémistes violents est généralement mal vu à Tillabéri. Contrairement à certaines régions du Mali, où les négociations entre ces autorités et les organisations terroristes sont généralement admises, 85% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'approuveraient "jamais" que les autorités traditionnelles s'engagent dans des négociations avec les organisations extrémistes violentes. Seuls 5% des répondants ont déclaré qu'ils approuveraient des négociations avec les groupes terroristes si cela était susceptible d'empêcher le recrutement et la radicalisation (voir la figure 14 ci-dessous).

47 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Bankilare, 27 novembre 2020.

48 Concept islamique d'aumône obligatoire qui a été approprié par des groupes terroristes pour en faire une forme de taxation extrémiste violente. Thurston, A. "Why jihadists are collecting 'zakat' in the Sahel," Political Violence at a Glance, 12 juillet 2021.

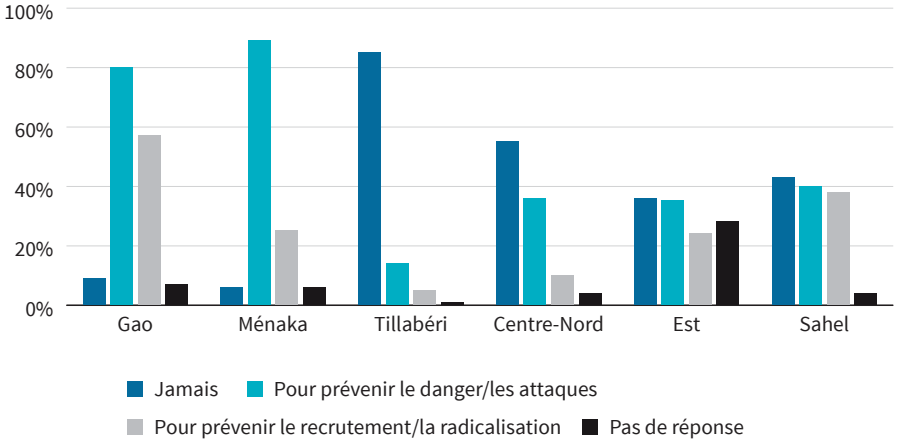
49 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Abala, 2 janvier 2021. Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Abala, 1er janvier 2021. Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Ayerou, 10 janvier 2021.

50 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Abala, 1er janvier 2021.

51 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Abala, 3 janvier 2021.

52 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Ayerou, 10 janvier 2021.

Figure 14 Quand est ce qu'il est acceptable que les autorités traditionnelles et religieuses négocient avec les organisations extrémistes violentes (par région) ?



5 Évaluer les conditions des contributions positives et négatives à la résilience communautaire contre l'extrémisme violent

5.1 Contribuer à la cohésion sociale

L'ordre social et les hiérarchies sont généralement respectés par tous les acteurs de Tillabéri (en dépit de l'existence de certaines exceptions – voir encadré 1 ci-dessous). Les autorités traditionnelles ont une structure et une hiérarchie clairement établies, et tant que cette hiérarchie est maintenue, les gens semblent satisfaits de la structure, et les relations entre les autorités traditionnelles sont positives. Les chefs traditionnels et religieux semblent aussi généralement entretenir de bonnes relations et travailler ensemble, notamment en ce qui concerne la résolution des conflits et le maintien de la sécurité. Par exemple, les imams font généralement partie des membres des commissions foncières qui sont généralement dirigées par les autorités traditionnelles, ainsi que des comités de paix des villages. Les chefs traditionnels et religieux semblent également unir leurs forces pour sensibiliser leurs communautés, en soutenant mutuellement leurs campagnes. Dans certains cas, les autorités traditionnelles sont responsables de la nomination des autorités religieuses, ce qui pourrait expliquer en partie ces liens étroits entre les deux types d'autorités.

Les EIC sont moins satisfaits des relations entre les autorités religieuses dans les cas où ces autorités sont entrées en conflit, car ces conflits semblent se répercuter et occasionner des divisions au sein de la population. Les personnes interrogées dans les cinq sites de recherche ont spécifiquement mentionné les conflits entre les Izalistes (issus d'un mouvement salafiste qui s'auto-labellise Ahl-as Sunna) et les Tidianistes (issus du courant soufi Tijaniyya) et leur impact

négatif sur la cohésion sociale.[53] Dans un exemple fourni par Ayerou, les leaders Tidianistes et Izala disent avoir de bonnes relations et du respect les uns pour les autres ; cependant, ils travaillent séparément et ont des mosquées séparées.[54] Les personnes interrogées ont déclaré que cela s'est répercuté sur les relations entre les communautés Tidianistes et Izalistes, car elles sont maintenant très divisées, presque au point d'entrer en conflit ouvert.[55]

Encadré 1 : Tensions inter-élites à Bankilaré

Plusieurs personnes interrogées ont parlé négativement d'une "révolte" contre un chef de groupement à Bankilaré, qui a vu son autorité remise en question par un certain nombre de ses chefs de tribu, comme l'a expliqué un fonctionnaire local :

Les chefs de tribu se sont soulevés contre leur chef de groupe et ont même signé une pétition pour demander sa destitution. Ce dernier a pu compter sur le soutien des autorités et du gouvernement pour conserver sa position. Certains des chefs rebelles ont été démis de leurs fonctions.[56]

De tels événements peuvent avoir des effets durables sur la coopération entre les différentes autorités traditionnelles, leur collaboration avec d'autres parties prenantes, et potentiellement saper la capacité des uns et des autres à avoir un impact positif sur leurs communautés:

Cette situation a créé une division au sein des membres de la communauté. Et aujourd'hui, notre principal défi est qu'il existe de nombreuses différences entre les autorités traditionnelles. De plus, il existe des rivalités entre les autorités traditionnelles des trois groupes qui composent le département de Bankilaré, à savoir les deux groupes touaregs (Tingueregueded-Loghmatten et Doufrafrak) et le groupe peul (Gaobé). Ils ont très souvent des points de vue divergents, ce qui représente un défi majeur pour notre collaboration avec ces autorités traditionnelles et a également un impact sur le développement du département.[57]

53 Voir, par exemple : Entretien avec un membre de la société civile, répondant, Bankilare, 25 novembre 2020. Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Gothèye, 1er décembre 2020. Entretien avec un membre d'une ONG, répondant, Abala, 5 janvier 2021.

54 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Ayerou, 11 janvier 2021.

55 Il convient de noter que c'est le cas dans tout le pays, et non pas uniquement dans la zone de conflit. Et ce, depuis les années 1980.

56 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Bankilaré, 24 novembre 2020.

57 *Ibid.*

En outre, les autorités traditionnelles s'emploient à promouvoir des valeurs communes et à sensibiliser les membres de la communauté à l'extrémisme violent et à le dénoncer (voir la figure 15 ci-dessous). Pourtant, la population ne comprend pas toujours ce que sont ces mécanismes, ni leur efficacité. Par conséquent, certaines réponses aux entretiens sont critiques à l'égard de ces activités. Une personne interrogée, par exemple, a déclaré que les autorités traditionnelles participent aux caravanes de la paix mais estime que personne ne comprend ce que ces caravanes impliquent.[58] Certaines personnes interrogées ont souligné l'efficacité limitée des efforts de sensibilisation (seuls) pour contrer la montée des groupes extrémistes violents, comme l'illustre cet EIC :

> *Les autorités traditionnelles et religieuses ont atteint la limite de leurs efforts dans ce combat. Elles ont collaboré, sensibilisé, dénoncé les faits, mais rien n'a changé. Pire, elles sont prises pour cible par des groupes de bandits armés. Beaucoup d'entre eux sont morts, d'autres ont abandonné leurs communautés. Les religieux ont prié, sensibilisé, mais malheureusement l'extrémisme s'installe de plus en plus.*[59]

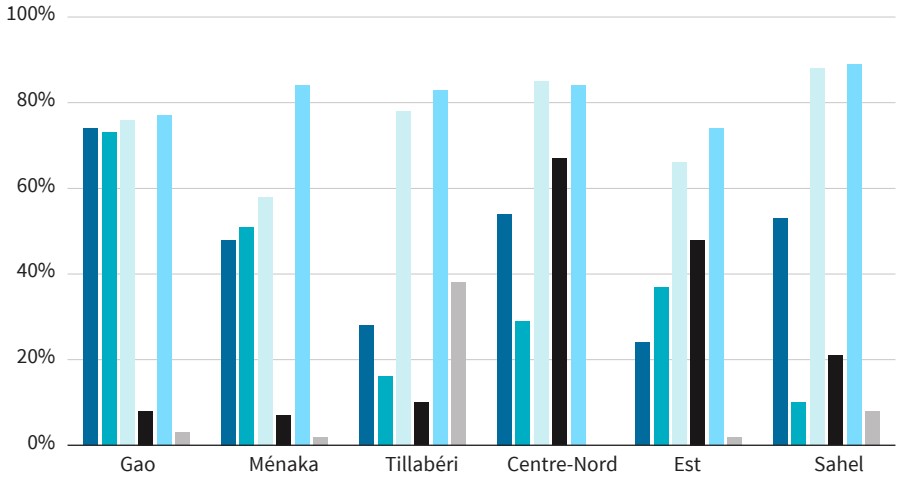
Malgré cette confusion sur le rôle et la contribution des autorités traditionnelles à la résilience des communautés, 75% des personnes interrogées reconnaissent que les autorités traditionnelles peuvent contribuer à l'amélioration de la cohésion sociale afin de renforcer la résilience des communautés face à la violence.

58 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Ayerou, 8 janvier 2021.

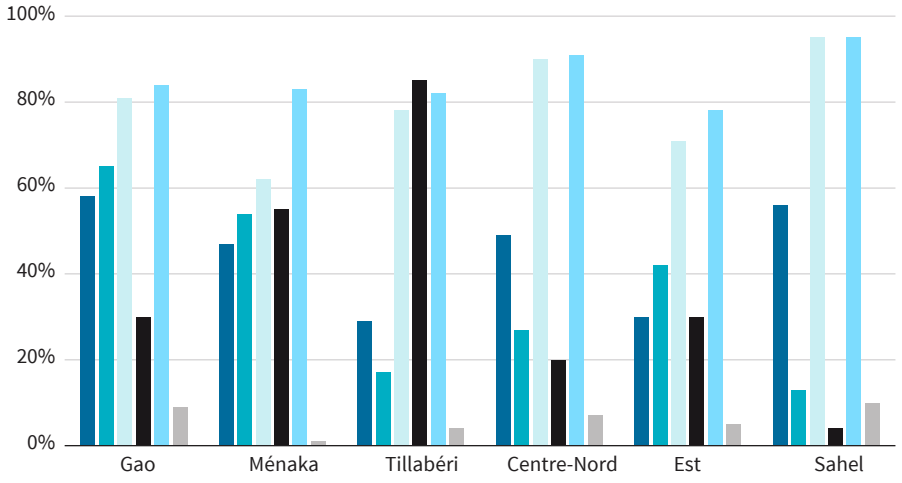
59 *Ibid.*

Figure 15 Actions discursives des autorités traditionnelles et religieuses face à une crise majeure (par région)

Comment les autorités traditionnelles ont-elles contribué au débat public après une crise majeure?



Comment les autorités religieuses ont-ils contribué au débat public après une crise majeure?



Ont expliqué ce qu'il se passait | Ont organisé un ritual | Ont appelé à la paix | Autre
Ont appelé à l'unité | Ont appelé à la communication/médiation avec la source de la menace

5.2 Politisation et liens avec les ONG

Les interactions entre les autorités traditionnelles et les autorités publiques ou les ONG peuvent être considérées comme positives lorsque les autorités traditionnelles sont perçues comme représentant et défendant les meilleurs intérêts de leur communauté. Cependant, les personnes interrogées ont indiqué que lorsque les autorités traditionnelles semblent être trop proches de ces acteurs ou agir dans leurs intérêts, elles perdent une partie de leur légitimité et sont perçues comme des outils servant à étendre les objectifs des acteurs externes. Des recherches antérieures confirment cette évaluation et montrent que les personnes interrogées considèrent les autorités traditionnelles comme étant chargées de représenter leurs communautés auprès de l'État.[60]

Compte tenu du passage, au fil des ans, d'une nomination des autorités traditionnelles sur la base de la famille ou de l'héritage à une sorte de démocratisation du processus de sélection des autorités traditionnelles, où les membres de la communauté ont leur mot à dire sur les personnes sélectionnées, il est probable que les communautés continueront à attendre des autorités traditionnelles qu'elles représentent leurs points de vue et leurs positions, et non ceux de l'État. Une étude a révélé que dans six municipalités de Tillabéri et de Tahoua, 27 % des autorités traditionnelles sont élues/désignées par la communauté et 9 % sont désignées par une élite communautaire en association avec le reste de la communauté. Cela est important car, historiquement, il existe une ligne de succession ou un droit à la position.[61] Cependant, dans tous les cas, l'État central (ministère de l'Intérieur) doit toujours approuver le choix effectué et conserve le droit de révoquer un chef qu'il désapprouve – le signe que, malgré les croyances de la population selon lesquelles les chefs les représentent, ils servent principalement l'État dans le contexte du Niger.

Faisant allusion à un problème endémique, les personnes interrogées ont indiqué que les autorités traditionnelles ne devraient pas être politisées, et que la proximité des autorités traditionnelles avec les acteurs politiques locaux est considérée par les personnes interrogées comme un symbole de politisation,

60 Molenaar, F. et al 2019, *op. cit.*:5

61 *Ibid.*: 64

ce qui réduit leur confiance dans les décisions des autorités traditionnelles.[62] Dans le contexte du Niger, la politisation des chefs fait référence au fait que les chefs se plient aux intérêts d'un parti politique ou d'un chef de parti spécifique de telle sorte que cela crée des divisions au sein de la communauté, malgré les interdictions légales.[63] Cela est parfois inévitable, étant donné que la politique des partis détermine celui qui dirige le gouvernement central et qui finit par avoir l'autorité administrative sur les chefs.

D'autres causes de frustration dans la communauté, comme lorsqu'il est reproché aux chefs d'"accepter" les décisions de la préfecture sans avoir préalablement consulté la communauté locale, indiquent que la population ne comprend pas bien, ou est mécontente de la chaîne de commandement dont les chefs font partie. Dans les cinq sites de recherche, les personnes interrogées ont mentionné de telles préoccupations. À Gothèye et à Say, les personnes interrogées ont spécifiquement noté que les autorités traditionnelles ne se sont pas opposées à l'interdiction des motos, qui est perçue comme préjudiciable à leurs moyens de subsistance. Un répondant de Say a déclaré que le manque de "courage" des autorités traditionnelles pour les défendre contre l'interdiction a eu un impact négatif sur les relations entre la communauté et les autorités traditionnelles.[64] Il convient toutefois de noter que les autorités traditionnelles ne peuvent pas s'opposer à la politique gouvernementale, mais qu'elles ne peuvent que conseiller et faire pression, ce qu'elles ont peut être fait dans ces cas, à l'insu de leurs détracteurs locaux. Par le passé, la résistance ouverte à ces politiques de la part des chefs traditionnels, dans la région de Diffa, a conduit à l'arrestation de plusieurs d'entre eux, accusés de complicité avec "Boko Haram".

62 Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant, Ayerou, 10 janvier 2021 : « *Le dernier acte honteux des autorités traditionnelles est le recensement des personnes touchées par les inondations causées par les eaux de pluie. Elles se sont permis d'enregistrer des personnes qui ne sont pas des victimes car ce sont simplement des personnes qui sont du même bord politique qu'elles. C'est ce genre de comportement qui fait que les autorités religieuses sont plus respectées.* »

63 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Bankilare, 28 novembre 2020 : « *Tous les chefs de tribu, chefs de groupe, chefs de canton et chefs religieux sont devenus des politiciens prêts à l'emploi. Certains d'entre eux font même campagne malgré l'interdiction légale. Tout commence par l'élection des chefs de groupe, de canton ou de tribu et même des villages. Ils sont soutenus par des politiciens qui, en retour, leur demandent de faire campagne pour eux.* » Voir aussi : Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Ayerou, 10 janvier 2021. Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant, Ayerou, 11 janvier 2021. Entretien avec un représentant local de l'État, répondant, Gothèye, 30 novembre 2020.

64 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Say, 6 février 2021.

Une série de préoccupations similaires découle de la façon dont les répondants ont rendu compte des interactions entre les autorités traditionnelles et les ONG. Près d'un quart (23%) des personnes interrogées ont déclaré ne pas faire confiance aux ONG. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une opinion majoritaire et que certaines personnes interrogées aient parlé positivement du rôle des ONG dans la fourniture de ressources, le soutien à la paix et à la sécurité, l'engagement des jeunes et l'amélioration de la capacité des autorités traditionnelles à répondre aux conflits au niveau communautaire, certaines personnes sont frustrées par ces relations. Cela est remarquable dans un contexte où seul un petit nombre de personnes interrogées ont déclaré contacter les ONG pour la fourniture de services de base. D'autres ont exprimé l'opinion selon laquelle les ONG ont une trop grande influence sur les autorités traditionnelles et que ces dernières sont devenues trop dépendantes des ONG pour financer leurs activités. Les EIC ont déclaré que certaines autorités traditionnelles ne prennent plus d'initiative au sujet de certaines questions dans lesquelles elles avaient l'habitude de s'impliquer, à moins que les ONG ne les financent. De telles réponses négligent le fait que les autorités traditionnelles n'ont jamais eu de budgets autonomes pour s'engager dans des activités et que le véritable "coupable" ici est l'État.

D'autres personnes interrogées avaient des griefs plus ciblés contre les autorités traditionnelles. Selon eux, les autorités traditionnelles font la propagande des ONG et représentent les valeurs de ces dernières plutôt que celles de leur communauté. Un nombre encore plus important de personnes interrogées ont déclaré que le soutien des ONG a conduit les autorités traditionnelles à montrer une préférence pour ceux que les ONG choisissent de soutenir, ce qui crée des tensions au sein des communautés. Dans l'ensemble, les entretiens ont suggéré que lorsque les autorités traditionnelles semblent trop proches des ONG, cela est susceptible de limiter leur rôle en matière de résilience communautaire, car elles pourraient être perçues comme des outils de propagande et comme n'agissant pas dans l'intérêt de la communauté. En outre, les relations des autorités traditionnelles avec les ONG sont potentiellement perçues comme négatives dans la construction de la cohésion sociale en raison des accusations selon lesquelles les autorités traditionnelles distribuent l'aide de manière inéquitable. Les personnes interrogées dans les cinq sites de recherche ont accusé les autorités traditionnelles de ne pas être impartiales dans la distribution de l'aide, beaucoup d'entre elles affirmant qu'elles manifestent des préférences envers leur famille, leurs amis

et elles-mêmes – en fait, envers leurs propres circonscriptions et leur clientèle.[65] Comme le montre notre rapport de synthèse, il s'agit du facteur le plus important expliquant les faibles niveaux de résilience des communautés.

Finalement, aussi bien les acteurs étatiques que les acteurs des ONG considèrent toutefois les autorités traditionnelles comme des partenaires précieux dans la lutte contre l'extrémisme violent, même s'ils reconnaissent que l'influence des autorités traditionnelles a diminué au cours des dernières années. Les entretiens avec les autorités étatiques ont révélé que les acteurs gouvernementaux doivent passer par les autorités traditionnelles pour agir efficacement au niveau communautaire. Certaines personnes interrogées ont souligné le fait que les autorités traditionnelles comprennent les réalités du terrain au quotidien. Les acteurs des ONG interrogés ont également noté que la proximité des autorités traditionnelles avec les populations locales en fait un partenaire important, même si les acteurs des ONG et de la société civile ne sont pas toujours d'accord avec les autorités traditionnelles sur les questions sociales liées à l'égalité des sexes, aux droits des enfants et au rôle des jeunes dans la société. Accessoirement, cela indique que les perceptions selon lesquelles les chefs représentent les valeurs des ONG peuvent n'être que cela : des perceptions.

5.3 Impact des relations avec les femmes et les jeunes

Les jeunes et les femmes interrogés ont été plus susceptibles que d'autres groupes de percevoir les autorités traditionnelles comme celles qui contrôlent l'accès aux ressources naturelles, aux terres et aux couloirs de passage des troupeaux. Les données suggèrent que les jeunes et les femmes considèrent les autorités traditionnelles comme des figures plus autoritaires que les dirigeants civiques et les dirigeants élus.

Les femmes interrogées dans le cadre de l'enquête sont plus susceptibles de faire confiance aux autorités traditionnelles que les hommes, 67% des femmes interrogées ayant déclaré avoir "beaucoup" de confiance dans les autorités traditionnelles, contre 59% des hommes. Bien que les données n'illustrent pas clairement les raisons de ce phénomène, l'une des hypothèses est que les femmes sont plus influencées par les autorités traditionnelles et plus disposées à s'en

65 Voir, par exemple, l'entretien avec un membre de la communauté, répondant, Abala, 5 janvier 2021. Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Baniklare, 28 novembre 2020. Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Gothèye, 4 décembre 2020.

remettre à elles parce qu'elles sont moins susceptibles d'entrer en contact avec des personnes extérieures à leur communauté – ce qui signifie qu'elles ont rarement d'autres perspectives que celles qu'elles entendent de la part des autorités traditionnelles.[66]

Si, dans l'ensemble, les entretiens indiquent que le poids de la tradition influence encore fortement les rôles attribués aux femmes dans la société, limitant ainsi leur capacité à s'exprimer et à prendre part aux débats publics, notamment dans les zones rurales, certaines femmes interrogées ont toutefois souligné des évolutions plus récentes : « Les femmes sont aujourd'hui sur un pied d'égalité avec les hommes. Elles s'engagent à revendiquer leurs droits. Elles participent aux réunions et aux rassemblements et s'expriment bien. Elles n'ont plus peur comme avant. Les ONG partenaires ont formé les femmes et les jeunes filles pour qu'elles participent aux organes de décision de la municipalité. »[67]

Les autorités traditionnelles et religieuses peinent à maintenir leur influence sur les jeunes, lorsque ces derniers font face à une mobilité et à des opportunités de revenus limitées. Certaines personnes interrogées ont suggéré que les autorités traditionnelles voit leur influence être supplantée par la présence d'acteurs armés non étatiques dans leurs communautés ou dans les régions où les jeunes migrent à la recherche d'opportunités d'emploi. En outre, les répondants âgés de 18 à 35 ans, plus souvent que tout autre groupe d'âge, ont déclaré se sentir exclus des processus de prise de décision au sein de leurs communautés (30%) et des événements sociaux (13%). Un exemple de la manière dont les autorités traditionnelles ont contribué positivement à la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent est celui de Bankilaré. Les autorités traditionnelles, avec le soutien des ONG et du gouvernement, mettent en place des activités récréatives et culturelles pour

66 Selon les répondants, les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'être "régulièrement" en contact avec des personnes d'autres communautés : 33% des hommes interrogés ont déclaré être régulièrement en contact, contre 18 % des femmes.

67 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Ayerou, 12 janvier 2021. Voir aussi : Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Ayerou, 11 janvier 2021. Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Bankilare, 28 novembre 2020 : « *Je suis maintenant une référence dans la communauté. Je suis célibataire et je m'occupe de ma famille sans l'aide de personne. Lors des réunions, le chef de groupe encourage les femmes à suivre mon exemple et à devenir indépendantes. Ainsi, les femmes, grâce à la formation et aux différentes activités de renforcement des capacités, influencent les autorités, mais ce n'est pas l'inverse. C'est au chef de négocier avec nous l'application de certaines mesures sur la scolarisation des jeunes filles, la collaboration des femmes dans la lutte contre le banditisme... Nous sommes un élément important dans cette lutte*. »

empêcher les jeunes de rester oisifs, offrent des opportunités d'emplois temporaires aux jeunes et soutiennent le recrutement des jeunes dans les forces de sécurité.[68] Il convient toutefois de noter qu'il ne s'agit pas d'une initiative de ces autorités mais qu'elles en sont des facilitateurs.

68 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Bankilare, 24 novembre 2020. Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Bankilare, 24 novembre 2020.

6 Implications pour la programmation

Tillabéri est en proie à une incertitude accrue en raison de la présence d'organisations extrémistes violentes, d'autres groupes armés, de chocs environnementaux, de restrictions de mouvement, d'opportunités de génération de revenus, ainsi que de dynamiques sociopolitiques en mutation. Pendant des décennies, les autorités traditionnelles ont été perçues comme la présence robuste qui assure la stabilité des populations. Aujourd'hui, bien que les personnes interrogées aient déclaré que les autorités traditionnelles ont besoin d'une plus grande protection, davantage de moyens financiers et d'autres ressources afin de pouvoir mettre en œuvre la cohésion sociale ainsi que d'autres activités de prévention des conflits et des formations, il semble qu'il y ait une déconnexion en ce qui concerne les rôles exacts des autorités traditionnelles et religieuses dans un ordre social en évolution.

Une grande partie de ce qui a été observé lors du travail de terrain est influencée par le contexte particulier de la violence endémique qui sévit dans une grande partie de Tillabéri. Cela devrait être pris en compte dans les dynamiques selon lesquelles les autorités traditionnelles sont considérées comme des leaders clés au sein de leurs communautés, mais où les populations locales ne les écoutent pas toujours ou ne les sollicitent pas pour des médiations. Dans cette dynamique changeante où les populations sont de plus en plus obligées d'être autonomes, où les jeunes se rebellent contre les aînés et où les civils sont de plus en plus armés, l'influence des autorités traditionnelles sur les populations diminue alors même que les acteurs externes, tels que les autorités étatiques, les ONG et les groupes terroristes/groupes armés, recherchent leur soutien pour acquérir une légitimité et obtenir un accès.

Ces résultats doivent être évalués dans un contexte où les autorités traditionnelles, souvent contraintes à l'exil et travaillant en général sous le coup des menaces, des attaques violentes et d'un état d'urgence imposé par le gouvernement, ne travaillent plus comme elles le faisaient cinq ou dix ans auparavant. Ainsi, les résultats font état, dans une large mesure, d'une anomalie. En tenant compte de ce point, il existe un certain nombre de recommandations qui pourraient contribuer à renforcer la résilience des communautés avec la participation de tous les acteurs au sein de la communauté, réduisant ainsi le besoin d'autonomie au niveau individuel.

Recommandations

- Les autorités traditionnelles ont l'opportunité d'améliorer leurs relations avec tous les membres de la communauté et de soutenir la résilience aux chocs externes en s'impliquant davantage dans des actions préventives visant à protéger leurs communautés. La plus grande menace pour leur communauté identifiée par les personnes interrogées est le manque de nourriture. Les autorités traditionnelles sont en mesure de diriger des comités communautaires qui préparent des plans de réponse aux chocs et aux facteurs de stress dans leur région, tels que les catastrophes environnementales, les incidents de sécurité, les élections et l'arrivée de populations déplacées du Mali, du Burkina Faso et d'autres parties de la région de Tillabéri.

- La recommandation ci-dessus doit tenir compte d'un résultat clé de cette étude, à savoir que la perception des autorités traditionnelles par les personnes interrogées concernant l'attribution de l'aide est plutôt négative. Les allégations de corruption, la suspicion et le manque de confiance sont finalement préjudiciables à la création de conditions permettant aux autorités traditionnelles de jouer un rôle positif dans le renforcement de la résilience des communautés face à l'extrémisme violent. En partenariat avec les membres de la communauté, l'État et les ONG, des directives concrètes doivent être créées ou expliquées afin de garantir la transparence des processus de distribution de l'aide et de réduire autant que possible ces perceptions négatives.

- Les autorités traditionnelles sont parfois les représentants de l'État, mais elles sont aussi considérées avant tout comme des représentants de leurs communautés. La recherche indique que pour que les autorités traditionnelles bénéficient de la confiance de leurs communautés, elles doivent être des défenseurs. Ainsi, au niveau institutionnel, les autorités traditionnelles doivent avoir la possibilité de créer des voies pour mieux défendre les intérêts de leurs communautés au sein des structures de gouvernance existantes.

- Les autorités traditionnelles au niveau des quartiers, des tribus et des villages sont plus susceptibles de s'engager dans la médiation et la diffusion des conflits, en particulier dans le cas des conflits agro-pastoraux. Ces conflits sont parmi les plus sensibles à Tillabéri et sont les plus susceptibles d'attirer l'attention des groupes armés et des organisations extrémistes violentes qui espèrent capitaliser sur les tensions ethniques et celles liées aux ressources tout en sapant la position et la légitimité des autorités traditionnelles. Par conséquent, pour que les autorités traditionnelles puissent répondre aux attentes des personnes interrogées en matière de soutien à la cohésion

sociale, ces acteurs doivent recevoir en priorité des formations sur la façon de s'engager de manière plus professionnelle, cohérente, inclusive et transparente dans la médiation et la résolution des conflits. Cela devrait inclure le développement de guides et de cadres plus clairs pour les processus de médiation, des formations sur la sensibilité ethnique et la neutralité, ainsi que des formations sur la manière de désamorcer les situations où des acteurs armés violents pourraient tenter de s'impliquer dans le processus.

- Les autorités traditionnelles peuvent jouer un rôle dans le maintien de la stabilité afin que les communautés puissent faire face et guérir des traumatismes liés à l'insécurité et se concentrer sur le progrès. Les personnes interrogées ont des griefs à l'encontre des autorités traditionnelles, mais aussi concernant l'inadéquation des services fournis et les conflits intercommunautaires non résolus, tels que le coût élevé et l'inaccessibilité des services de santé, la médiocrité des infrastructures, la mauvaise gestion des comités de ressources et les conflits persistants entre les membres de la communauté. Elles ont également enregistré les taux de rétablissement les plus faibles après des chocs externes. L'ensemble de ces facteurs les rendent vulnérables à l'influence d'acteurs extérieurs qui pourraient manifester de leur sympathie set promettre d'apporter de la stabilité. Les autorités traditionnelles doivent être renforcées pour être une force stable afin que les communautés soient résilientes face aux alternatives. Cela pourrait modifier les résultats observés dans des zones telles qu'Ayerou, où une autorité traditionnelle a été assassinée pour avoir collaboré avec les forces de sécurité et une autorité religieuse a été arrêtée pour avoir collaboré avec des groupes armés, et où les personnes interrogées indiquent faire davantage confiance aux initiatives de sécurité locales et aux groupes d'autodéfense, plutôt qu'aux autorités traditionnelles, que les personnes interrogées dans d'autres zones.